

Turquie : possibilités de retour pour les résident·e·s du camp de Makhmour

Berne, le 19 décembre 2025

Mentions légales

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Courriel : info@osar.ch
Site web : www.osar.ch
IBAN : CH92 0900 0000 3000 1085 7

Version disponible en français et en allemand

COPYRIGHT

© 2025 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction	4
2	Le camp de réfugiés de Makhmour	4
3	Processus de paix entre la Turquie et le PKK	7
4	Retour des personnes réfugiées kurdes en Turquie	9
5	Statut légal des résident·e·s du camp	12
6	Aide au retour depuis la Suisse	14
7	Sources	15

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert·e·s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert·e·s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Dans quelle mesure les derniers développements concernant les relations entre la Turquie et le PKK (notamment le dépôt d'armes partiel du PKK dans le nord de l'Irak en juillet 2025 et les déclarations d'Abdullah Öcalan d'août 2025, laissant entrevoir aux résident·e·s du camp de Makhmour la possibilité d'un retour en Turquie), sont de nature à influencer la manière dont les résident·e·s du camp sont perçus par les autorités turques ?
2. En cas de retour en Turquie, est-ce que les risques d'arrestations et de poursuites (de la part des autorités turques) envers des personnes qui ont vécu toute leurs vies dans le camp de Makhmour sont significativement amoindries en raison des derniers développements dans les relations entre le PKK et la Turquie ?
3. Dans quelle mesure une famille de 4 personnes, dont les deux adultes ont vécu presque toute leurs vies dans le camp de Makhmour, et dont aucun des membres n'est enregistré dans les registres d'état civil turcs, peuvent s'attendre à obtenir des papiers d'identité turcs ?
4. Est-ce que cette famille pourrait concrètement bénéficier du programme d'aide à la réintégration (EU Reintegration Programme – EURP) mis en place en Turquie depuis 2022 par l'ONG IRARA (International Returns and Reintegration Assistance) en collaboration avec l'ONG locale YSYD (Assistance, Solidarity and Support for Refugees and Asylum Seekers) pour retourner en Turquie ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Turquie depuis plusieurs années¹. Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert·e·s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 Le camp de réfugiés de Makhmour

Entre 8 000 et 14 000 personnes kurdes, originaires du sud-ouest de la Turquie, vivent dans le camp de Makhmour. Le camp, établi en 1998, se situe dans le Kurdistan irakien. Selon *Middle East Eye* (MEE), le camp de Makhmour, établi à la fin des années 1990, accueille des personnes kurdes ayant fui le sud-est de la Turquie lors des évacuations et combats entre les forces turques et le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le camp est situé dans une zone disputée entre le gouvernement central irakien et le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) (MEE, 11 août 2025). Les estimations de population varient considérablement selon les sources : un rapport du *Finish Immigration Service* (FIS) indique qu'environ 13 000 citoyen·ne·s turc·que·s d'origine kurde vivaient dans le camp et d'autres zones des

¹ www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine

provinces d'Erbil et de Dohuk depuis le début des années 1990, avec des chiffres actuels estimés entre 12 000 et 14 000 personnes (FIS, 20 octobre 2025). MEE et le *Middle East Monitor* (MEMO) évoquent respectivement plus de 12 000 résident·e·s (MEE, 11 août 2025 ; MEMO, 25 mai 2023). D'autres sources avancent des chiffres plus bas : *Radio France International* (RFI) estime 8 000 résident·e·s (RFI, 14 mars 2025), un représentant du *Kurdish Centre for Human Rights* (Kurd-CHR) environ 8 500 (*personne de contact A*, 6 décembre 2025), et *Rudaw*, un média basé dans le Kurdistan irakien, environ 10 000 résident·e·s (*Rudaw*, 9 septembre 2025). Le camp, situé au sud-ouest d'Erbil à la frontière entre les provinces de Ninive et d'Erbil, s'étend sur 20 kilomètres et dispose d'un centre de santé, d'une école et d'installations construits par l'ONU et des organisations européennes (MEMO, 25 mai 2023 ; *Rudaw*, 9 septembre 2025). Étant donné que le camp existe depuis 1998, plusieurs générations y sont nées. Les naissances d'enfants dans le camp de Makhmour ne sont pas enregistrées auprès des autorités turques, qu'il s'agisse d'enfants de réfugiés ou d'enfants de personnes elles-mêmes nées dans le camp (ACCORD, 9 février 2024).

Le camp constitue une source de tension entre la Turquie et l'Irak. La Turquie considère les résident·e·s plus comme des membres du PKK que comme des réfugiés. Frappes aériennes et de drones sur le camp par la Turquie. Selon MEE, le camp constitue depuis longtemps une source de tensions entre Ankara et Bagdad (MEE, 11 août 2025). Selon *Wladimir van Wilgenburg*, journaliste et expert reconnu des questions kurdes, le camp représente en effet un problème épineux pour les autorités irakiennes, notamment en raison du fait que ce camp est un lieu de présence de militant·e·s du PKK et un réservoir de combattant·e·s et fait l'objet de frappes turques récurrentes (*Wladimir van Wilgenburg*, 12 août 2025 ; *Wladimir van Wilgenburg*, 18 mai 2025). En 2021, *Voice of America* (VOA) a rapporté que la Turquie considérait les résident·e·s du camp de Makhmour comme des membres potentiels du PKK plutôt que comme des réfugiés. VOA citait notamment le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, qui, s'adressant aux autorités irakiennes chargées de superviser le camp, leur intimait de débarrasser le camp de membres du PKK, en disant : « Vous devez nettoyer cet endroit (...) Si vous n'y parvenez pas, nous le ferons » (VOA, 21 juin 2021). Selon le MEMO, la Turquie considère le camp comme un centre d'activités du PKK et a effectué plusieurs frappes aériennes dans la zone, le président Erdogan ayant même menacé en 2021 de « nettoyer » ce camp (MEMO, 25 mai 2023). Le MEE estime également que la Turquie considère le camp comme un fief du PKK, affirmant qu'il sert de centre de recrutement, de formation et de support logistique pour l'organisation. Les autorités turques soutiennent depuis des années que l'influence et l'idéologie du PKK prédominent dans le camp. La Turquie a régulièrement frappé les environs du camp, alléguant qu'il héberge des « terroristes armés » (MEE, 11 août 2025). Selon un rapport conjoint du *Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples* (MRAP) et du *Kurdish center for human rights* (Kurd-CHR), le camp de réfugiés de Makhmour a été bombardé le 5 juin 2021, tuant trois civils. Le camp a également subi une attaque de drone, le 29 août 2022, qui a coûté la vie à Abdullah Abid, père de six enfants (MRAP & Kurd-CHR, 2025). *Rudaw* confirme que le camp a subi des frappes aériennes et des attaques de drones turcs justifiées par la Turquie par le fait que le camp serait un bastion du PKK, le président Erdogan le qualifiant de « centre d'incubation du terrorisme » (*Rudaw*, 9 septembre 2025). Selon les *Clés du Moyen-Orient*, le camp était devenu l'un des principaux centres de soutien humain, logistique et politique du mouvement en Irak. La Turquie a mené plusieurs attaques contre le camp en raison de la présence présumée de combattants armés du PKK (*Les clés du Moyen-Orient*, 31 octobre 2025). Lors d'une visite du camp en mars 2025, des résident·e·s ont confié à RFI qu'environ 500 enfants du camp seraient morts en défendant la cause kurde. Le dernier enfant serait mort au mois de février

2025 au cours de combats au Kurdistan irakien entre le PKK et la Turquie (RFI, 14 mars 2025).

Le PKK se serait retiré du camp de Makhmour et le camp serait contrôlé par les autorités irakiennes. Il existe des informations contradictoires concernant la présence du PKK dans le camp. Selon *Rudaw*, le PKK a déclaré avoir déployé des combattant·e·s dans le camp pour le protéger des attaques de l'Etat islamique, mais il se serait retiré du camp en octobre 2023 (*Rudaw*, 9 septembre 2025). D'après les *Clés du Moyen-Orient*, Murat Karayılan, l'un des dirigeants du PKK, a annoncé début juillet 2025 que l'organisation kurde avait retiré ses forces du camp dans le cadre du processus de paix (*Les clés du Moyen-Orient*, 31 octobre 2025). MEE indique également qu'au début du mois d'août 2025, un haut commandant du PKK a déclaré que le groupe s'était retiré du camp, sous pression des forces irakiennes et remis ses positions aux autorités irakiennes (MEE, 11 août 2025). Pour *Wladimir van Wilgenburg*, le camp est sous le contrôle du gouvernement irakien depuis 2017 déjà (*Wladimir van Wilgenburg*, 12 août 2025).

Pressions sur les résident·e·s et embargo depuis 2019. Les résident·e·s ont une liberté de mouvements réduite et un accès limité aux produits de première nécessité dans le camp. Selon le rapport de MRAP & Kurd-CHR, depuis 2016, sous pression des autorités turques, le GRK a exercé en retour des pressions sur les réfugiés de Makhmour. Le transfert du bureau du HCR du camp à Bagdad, justifié par les attaques de l'EI, aurait accru ces pressions (MRAP & Kurd-CHR, 2025). Selon le rapport de du FIS, qui se réfère à ANF News, affilié au PKK, en 2019, des restrictions ont été imposées à la liberté de déplacement des résident·e·s du camp de réfugiés de Makhmour ainsi qu'à leur accès aux services de santé, suite à l'assassinat d'un agent des services de renseignement turc MIT au consulat turc de la ville d'Erbil (FIS, 20 octobre 2025). Selon MEMO, en mai 2023, l'armée irakienne a pris des mesures pour mieux contrôler les activités du PKK dans le camp, notamment le recrutement de jeunes, le stockage d'armes et l'établissement de cellules médiatiques (MEMO, 25 mai 2023). Selon ANF News, qui cite Nûdem Yaman, coprésidente du Conseil de l'Assemblée populaire du camp de réfugiés, le gouvernement irakien a imposé un embargo sur le camp depuis le 10 avril 2025. En conséquence, les matériaux de construction, médicaments et fournitures éducatives sont interdits d'entrée. L'accès à de nombreux produits de première nécessité, y compris alimentaires, est également bloqué, créant de graves difficultés dans le camp. Le rapport du FIS se réfère également au magazine en ligne RojNews, selon lequel le gouvernement central irakien et le GRK imposeraient conjointement des restrictions de déplacement aux résident·e·s ce qui a contribué à dégrader les conditions de vie dans le camp (FIS, 20 octobre 2025). Selon *Rudaw*, les autorités irakiennes n'autorisent plus l'entrée de provisions dans le camp depuis le 10 août 2025. Cela aurait entraîné une pénurie de produits de première nécessité dans le camp, notamment de fournitures médicales (*Rudaw*, 9 septembre 2025). Selon le rapport de MRAP & Kurd-CHR, environ 400 étudiants du camp sont privés de leur droit à l'éducation en raison de l'embargo qui les empêche de poursuivre leurs études dans leur langue maternelle. Le rapport note également que les services de santé sont insuffisants. Les conditions économiques et les embargos imposés par le gouvernement régional du Kurdistan compliquent l'accès aux soins de santé et 1 100 patients chroniques et 26 patients atteints de cancer ne peuvent obtenir les médicaments dont ils ont besoin. Les résident·e·s du camp qui ne disposent pas de documents d'identité, ne peuvent pas se rendre dans des villes comme Erbil et Duhok pour travailler (MRAP & Kurd-CHR, 2025). En août 2025, un haut commandant du PKK a appelé les autorités irakiennes à lever l'embargo imposé

au camp, sous peine de voir le PKK d'envoyer à nouveau des combattants pour contrôler le camp (*Rudaw*, 9 août 2025).

Arrestations de représentant·e·s du camp en visite à Bagdad. Liberté de mouvement des résident·e·s entravée par l'absence de documents d'identité. Le rapport de la FIS cite un article de ANF News de mai 2025 selon lequel, les membres d'une délégation du conseil des résident·e·s du camp de réfugiés de Makhmour se rendant à Bagdad ont été interpellé·e·s sur le chemin du retour, après avoir rencontré le ministère irakien de la Justice. Cette rencontre visait à aborder le blocus imposé par le gouvernement central irakien au camp de Makhmour depuis le 10 avril 2025, ainsi que la question du renouvellement des cartes d'identité (FIS, 20 octobre 2025). Selon ANF News, les résident·e·s seraient régulièrement arrêté·e·s sous prétexte qu'ils ou elles ne possèdent pas de documents d'identité. En mai, une délégation d'administrateurs du camp s'est rendue à Bagdad pour trouver une solution, mais a fini par être détenue pendant 37 jours (ANF News, 23 septembre 2025). *Rudaw* indique, en se basant sur le témoignage d'un résident du camp, que le 24 août 2025, dix résident·e·s du camp ont été arrêtés à Bagdad et mis en détention alors qu'ils s'étaient rendus dans la capitale pour y chercher du travail. Les autorités irakiennes interdiraient aux résident·e·s du camp de se rendre dans d'autres provinces du pays que ce soit pour y chercher du travail, se faire soigner ou suivre des cours. Comme les résident·e·s n'ont pas été en mesure de faire renouveler leurs documents de réfugiés, ils ou elles ne peuvent pas passer les points de contrôle. De leur côté, les autorités irakiennes ont nié avoir imposé des restrictions sur le déplacement des résident·e·s. Le porte-parole du ministère de la Migration et des Personnes déplacées, Ali Abbas a déclaré à *Rudaw* en juillet que les résident·e·s du camp « sont officiellement enregistrés auprès de l'État irakien, n'ont aucun problème et sont libres de se déplacer dans toutes les provinces » (*Rudaw*, 9 septembre 2025). Selon la FIS, qui se réfère à un article publié en septembre 2025 par ANF News, les résident·e·s du camp estiment que l'interdiction d'importation de marchandises et d'autres mesures s'inscrivent dans un effort conjoint de la Turquie, du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et du gouvernement central irakien visant à les relocaliser hors du camp (FIS, 20 octobre 2025).

3 Processus de paix entre la Turquie et le PKK

Une cérémonie de désarmement du PKK supervisée par la Turquie et les autorités irakiennes a eu lieu en juillet 2025, mais le processus de paix reste bloqué sur la question de la libération d'Öcalan et l'ordre des concessions mutuelles. Selon les *Clés du Moyen-Orient*, un site d'information sur l'histoire et l'actualité du Moyen-Orient, le 11 juillet 2025, le PKK a organisé une cérémonie largement médiatisée, sous la supervision des autorités turques et kurdes irakiennes, au cours de laquelle une trentaine de combattant·e·s du PKK ont remis et détruit leurs armes dans le nord de l'Irak (*Les clés du Moyen-Orient*, 31 octobre 2025). Selon le journal *Hürriyet*, cité par le FIS, un mécanisme tripartite a été établi en Irak pour superviser le désarmement, comprenant l'Organisation nationale du renseignement turque (MIT), le GRK et le gouvernement central irakien (FIS, 20 octobre 2025). Le site d'information *The National Context*, un média d'analyse qui est spécialisé sur la question kurde, confirme que dans le cadre du processus de paix l'armée et les services de renseignement turcs ont établi des « mécanismes de vérification » pour superviser la mise en œuvre (*The National Context*, 30 novembre 2025). Pour *Les Clés du Moyen-Orient*, bien que ces développements soient encourageants et représentent des avancées importantes vers la paix,

celle-ci n'est pas encore pleinement concrétisée. Si le PKK a multiplié les gestes de bonne volonté ces derniers mois, l'organisation kurde a critiqué à plusieurs reprises le manque de coopération des autorités turques, notamment le maintien en détention d'Abdullah Öcalan, dont la libération avait été posée par les militant·e·s du PKK comme l'une des conditions à un démantèlement total de leur organisation. Le processus de paix semble bloqué. Alors que le PKK attend une amélioration de la situation d'Öcalan ainsi que des réformes turques garantissant la réintégration des combattant·e·s et le respect des droits culturels kurdes avant d'envisager un désarmement généralisé, les autorités turques refusent toute réforme ou garantie sans démantèlement préalable et désarmement significatif du PKK (*Les clés du Moyen-Orient*, 31 octobre 2025).

La Turquie prépare une loi pour le retour progressif de milliers de membres du PKK depuis l'Irak, avec protection mais sans amnistie générale, conditionnée à la dissolution du groupe. La persécution pour « terrorisme » se poursuit et les propositions de retour restent floues. Selon *Reuters*, la Turquie prépare une loi permettant le retour de milliers de combattant·e·s du PKK et de civil·e·s depuis le nord de l'Irak, étape clé du processus de paix. Selon les sources consultées par l'agence de presse, cette loi protégerait les personnes retournant en Turquie, mais n'offrirait pas d'amnistie générale pour les crimes commis. Le retour se ferait par vagues : environ 1000 civil·e·s d'abord, puis quelque 8000 combattant·e·s après examen individuel, certain·e·s pouvant faire l'objet d'enquêtes. Environ 1000 militant·e·s de haut rang seraient envoyé·e·s dans des pays tiers. Le projet pourrait être soumis au Parlement turc dès novembre 2025, mais seulement après la dissolution complète du PKK et le dépôt des armes (*Reuters*, 7 novembre 2025). Selon le courriel envoyé le 12 décembre 2025 à l'OSAR par une *personne de contact, qui est un expert reconnu de la Turquie et de la question kurde (personne de contact B)*, des rumeurs circulent selon lesquelles le processus actuel de négociation avec le PKK inclurait une amnistie. Toutefois, les sondages d'opinion suggèrent que la majorité des Turcs sont mal à l'aise à l'idée d'un afflux de personnes affiliées au PKK. Pour l'instant, rien n'indique encore que le processus de négociation aboutira à une amnistie, et encore moins qu'elle inclurait les résident·e·s du camp de Makhmour. Selon cette *personne de contact*, pendant des décennies, l'État turc a présenté le PKK comme une organisation terroriste brutale, créant une résistance publique généralisée au retour des militant·e·s du PKK en Turquie et à toute concession aux droits kurdes. Bien qu'un programme permette aux membres du PKK de se rendre, la persécution (détention, torture, poursuites) de milliers d'individus accusés de « terrorisme » se poursuit. Il a été question de permettre aux membres périphériques du mouvement de rentrer en Turquie tout en envoyant les dirigeants actifs du PKK, actuellement dans le nord de l'Irak, vers un pays tiers, mais aucun pays ne s'est proposé de les accueillir. Devlet Bahçeli, leader du MHP ultranationaliste a déclaré que ceux non impliqués dans un « crime » pourraient rentrer, sans préciser ce qu'il entendait par « crime » (*Personne de contact B*, 12 décembre 2025).

Les partis kurdes irakiens soutiennent le processus de paix turco-PKK pour stabiliser la région et faciliter le retrait des combattant·e·s ainsi que la réintégration des ex-militant·e·s. Selon *Wladimir van Wilgenburg*, s'il aboutit, le processus de paix entre la Turquie et le PKK pourrait avoir un impact positif majeur sur l'avenir du Kurdistan irakien, ainsi que sur les relations entre l'Irak et la Turquie (*Wladimir van Wilgenburg*, 12 août 2025). *Wladimir van Wilgenburg* estime que les deux principaux partis politiques du Kurdistan irakiens, à savoir le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), soutiennent activement le processus de paix. Ils espèrent que sa mise en œuvre, en particulier le retrait des quelque 5 000 combattant·e·s du PKK et des forces militaires turques (qui

occupent plus de 200 positions dans la région) de leurs territoires permettra de stabiliser la région, relancer l'économie locale et le tourisme dans les 400 villages évacués de la province de Duhok, et résoudre le problème posé par le camp de Makhmour. *Van Wilgenburg* estime que le PDK pourrait exploiter ses liens avec Ankara pour proposer aux résident·e·s soit un rapatriement sécurisé en Turquie, soit une installation permanente au Kurdistan irakien, dans le but ultime de démanteler et de fermer ce camp. Les deux partis proposent notamment d'accueillir les ex-combattant·e·s du PKK, qui ne disposent souvent même pas des documents légaux nécessaires pour voyager à l'étranger, en leur fournissant des cartes de résidence et en facilitant leur réintégration civile ou leur intégration dans les forces Peshmerga (*Wladimir van Wilgenburg*, 18 mai 2025). *Van Wilgenburg* cite Devlet Bahçeli, le leader du Parti d'action nationaliste (MHP) qui a lancé le processus de paix en 2024 et selon lequel le processus de paix pourrait être achevé d'ici la fin de 2025 (*Wladimir van Wilgenburg*, 12 août 2025).

Un processus de paix compris différemment par les parties. La Turquie vise uniquement le désarmement du PKK en rejetant toute réforme sur les droits kurdes, tandis que les Kurdes cherchent l'égalité des droits. Selon la *personne de contact B*, le processus actuel de négociation avec les Kurdes est le dernier d'une série remontant à plusieurs décennies, aucun n'ayant abouti à une solution. Dans le processus actuel, les deux parties dialoguent sans se rejoindre : l'État turc veut forcer le PKK à déposer définitivement les armes, tandis que les Kurdes cherchent l'égalité des droits. Jusqu'à présent, l'État turc s'est concentré exclusivement sur le désarmement du PKK, évoquant son objectif d'une « Turquie sans terrorisme », sans aucune indication de concessions sur les droits culturels et politiques kurdes. La commission parlementaire censée superviser le processus doit publier un rapport d'ici fin d'année, mais il consistera probablement en un discours sur la fin du « terrorisme » sans propositions concrètes (*Personne de contact B*, 12 décembre 2025). Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 15 décembre 2025 par une *personne de contact qui est une chercheuse et consultante en politiques publiques avec une longue expérience en Turquie et au Kurdistan irakien (personne de contact D)*, il existe un risque que le processus de paix s'effondre en raison du fait que les parties le comprennent de manières très différentes. Le gouvernement turc évite systématiquement le terme de « processus de paix », le définissant comme un processus pour une « Turquie sans terrorisme ». La Turquie considère la question principalement comme une affaire de sécurité, et non comme une question politique ou de droits. Elle affirme que les droits kurdes ont déjà été accordés et le « problème kurde » est résolu. Le gouvernement turc ne voit pas ce processus comme lié à la question kurde, mais purement comme une élimination d'une organisation terroriste. Il a explicitement rejeté l'idée que le processus implique des réformes démocratiques, des droits identitaires ou des négociations sur les revendications politiques kurdes (*Personne de contact D*, 14 décembre 2025).

4 Retour des personnes réfugiées kurdes en Turquie

Le retour des combattant·e·s du PKK et des résident·e·s de Makhmour nécessiterait que la Turquie délivre des documents d'identité, offre un soutien et garantisse l'absence de poursuites. Un paquet législatif pourrait être adopté avant fin 2025 pour faciliter ce processus dans un cadre juridique collectif. Selon Walid Jalili, chercheur au Centre d'études Al-Furat en Syrie, interrogé par le journal en ligne An-Nahar en mai 2025 et cité par le FIS, un retour des combattant·e·s du PKK serait difficile à court terme en raison

de la méfiance mutuelle entre les parties. Il a suggéré que le processus de retour pourrait débuter par les résident·e·s du camp de réfugiés de Makhmour, ce qui nécessiterait que la Turquie leur délivre des documents d'identité, offre un soutien économique et social aux rapatrié·e·s, et s'engage à ne pas les arrêter ni les poursuivre en justice (FIS, 20 octobre 2025). Pour Bewar Amin Tahir, représentant du camp de Makhmour, cité par *Associated Press* (AP), il existe un espoir que le processus de paix permettrait aux réfugiés de rentrer chez eux. Cependant, il a souligné la nécessité d'une réelle implication de l'État turc dans cette démarche, estimant que celle-ci semblait jusqu'alors unilatérale. Tahir a toutefois reconnu que même dans ce cas, beaucoup de résident·e·s du camp ne pourraient probablement pas retourner en Turquie (AP, 11 juillet 2025). Selon le site d'information de gauche, *The New Region*, Abdullah Öcalan a déclaré dans sa lettre, datée du 15 octobre 2025 et envoyée au conseil des femmes du camp de Makhmour, que le retour des résident·e·s du camp dans leurs foyers en Turquie devait suivre un « cadre juridique » et être fondé sur des principes démocratiques dans le cadre du processus de paix. Dans sa lettre, Öcalan a souligné que « pour permettre leur retour, il faut établir une base politique, juridique et sociale, et le processus doit être abordé collectivement dans un cadre politique et juridique, plutôt qu'individuellement ou sur une base familiale » (*The New Region*, 5 décembre 2025). Selon une source consultée par *The National Context*, après l'adoption d'un paquet législatif par le Parlement, prévue avant la fin de l'année, les résident·e·s du camp de Makhmour pourraient obtenir des documents d'identité et être autorisé·e·s à rentrer en Turquie (*The National Context*, 30 novembre 2025). Au moment de la rédaction de ce rapport, l'OSAR n'a pas trouvé d'informations confirmant qu'un tel projet de loi ait été adopté.

Un accord entre la Turquie, l'Irak et le GRK prévoyait l'évacuation du camp de Makhmour pour septembre 2025, mais à la mi-décembre le camp n'avait toujours pas été évacué et les conditions difficiles persistaient. En août 2025, MEE a rapporté, sur la base de « sources régionales » que la Turquie, l'Irak et le GRK avait conclu un accord pour évacuer le camp de Makhmour. Cet accord s'inscrirait dans le cadre des pourparlers de paix en cours. Les sources ont indiqué à MEE que le camp devait être entièrement évacué d'ici septembre 2025. L'accord stipulerait que certains résident·e·s du camp seraient réinstallé·e·s en Irak, tandis que d'autres seraient transféré·e·s en Turquie. Il serait possible pour les personnes identifiées comme proches du PKK mais non impliquées dans des activités criminelles d'être hébergées temporairement en Turquie. MEE indique toutefois qu'un responsable turc, s'exprimant sous couvert d'anonymat, a bien confirmé l'existence d'un mécanisme de coordination trilatéral entre la Turquie, l'Irak et le GRK, mais il n'a pas confirmé qu'un accord avait été conclu concernant l'évacuation du camp de Makhmour (MEE, 11 août 2025). Selon *Rudaw*, les résident·e·s du camp de Makhmour affirment que les conditions difficiles n'ont pas évolué malgré les négociations de paix entre Ankara et le PKK. La pression sur le camp se serait même intensifiée et qu'« une guerre psychologique était menée » pour leur donner de faux espoirs. Un responsable du camp, s'exprimant anonymement, a confirmé que la politique envers les résident·e·s demeurerait inchangée : « L'évacuation n'est pas à l'ordre du jour » (*Rudaw*, 15 août 2025). Les *Clés du Moyen-Orient* indique également avoir été informé qu'un accord tripartite conclu entre Ankara, Bagdad et Erbil prévoyait l'évacuation et le démantèlement du camp de Makhmour d'ici septembre 2025. Toutefois, cette source relève qu'au 31 octobre 2025, le camp de Makhmour n'avait toujours pas été évacué (*Les clés du Moyen-Orient*, 31 octobre 2025). Selon la *personne de contact A*, l'évacuation du camp figure parmi les sujets abordés dans les négociations actuelles en Turquie, mais selon l'administration du camp, à la mi-décembre 2025, aucun changement n'était encore intervenu (*Personne de contact A*, 6 décembre 2025). Selon la *personne de contact B*, malgré les divers articles parus

cet été affirmant que le camp de Makhmour serait fermé en septembre, aucune déclaration officielle – d'Ankara, Erbil ou Bagdad – n'a annoncé cette fermeture, et encore moins à une date précise (*Personne de contact B*, 12 décembre 2025). Selon la *personne de contact D*, le camp est toujours là, sans activité particulière signalant des changements majeurs imminents. Les résident·e·s n'ont reçu aucune information des autorités irakiennes concernant une évacuation potentielle et insistent sur le fait qu'un retour en Turquie ne peut se faire que s'il existe des garanties juridiques claires qu'ils et elles ne feront pas l'objet de poursuites. Les résident·e·s soulignent également l'importance d'un retour collectif, souhaitant revenir non seulement en tant que collectif social mais en tant qu'entité, maintenant leurs structures politiques et administratives distinctes. La mise en œuvre dans la pratique d'un tel retour reste très incertaine. Pour cette *personne de contact*, bien que toutes les parties aient affirmé faire partie d'un accord, les modalités concrètes d'évacuation, la destination des résident·e·s et les conditions juridiques restent floues. La Turquie, qui n'a introduit aucune réforme juridique rendant un retour viable, vise principalement à fermer le camp plutôt qu'à faciliter le retour sécurisé des résident·e·s (*Personne de contact D*, 14 décembre 2025).

Les tentatives de retour de résident·e·s de Makhmour en Turquie se sont soldées par des arrestations, des condamnations pour « séparatisme » ou « terrorisme », ou des contraintes de collaboration avec les services turcs, et en l'absence de cadre juridique protecteur, le risque de persécution reste élevé. Selon ACCORD, qui cite un article de Ekurd Daily), en octobre 2009, 34 personnes du camp de Makhmour sont retournées en Turquie suite à un appel d'Öcalan. Huit mois après leur retour, plusieurs ont été poursuivies et arrêtées par les autorités turques. D'après l'International Crisis Group, leur accueil triomphal par les Kurdes en Turquie aurait poussé l'AKP à abandonner tout projet de retour supplémentaire. Nilüfer Koç, porte-parole du KNK, a indiqué dans un courriel à ACCORD qu'au fil des ans, les résident·e·s de Makhmour revenu·e·s en Turquie ont soit été arrêté·e·s et condamné·e·s pour « séparatisme » ou « terrorisme », soit contraint·e·s de collaborer avec les services de renseignement turcs en Irak (ACCORD, 9 février 2024). Selon la *personne de contact A*, les autorités turques n'ont pas encore pris de mesures concrètes pour faciliter le retour des réfugiés kurdes. Sans cadre juridique précis, toute personne rentrant de Makhmour en Turquie risque fortement d'être enquêtée et poursuivie pénalement. Dans ces conditions, le retour de Makhmour vers la Turquie comporte des risques sérieux (*Personne de contact A*, 6 décembre 2025). Selon la *personne de contact B*, revenir en Turquie depuis Makhmour serait problématique étant donné que le camp est considéré par les autorités turques comme affilié au PKK. Cela concerne les personnes du camp déjà enregistrées comme citoyens turcs, et encore plus celles qui ne le sont pas. Tout adulte (et mineur plus âgé) y vivant risque d'être accusé d'appartenance ou de propagande pour une organisation terroriste. Cette personne de contact estime que des milliers de personnes ont été détenues, torturées et emprisonnées en Turquie pour bien moins (*Personne de contact B*, 12 décembre 2025). Selon le courriel envoyé le 12 décembre 2025 à l'OSAR par une personne de contact, qui est une représentante du Kurdistan National Congress (KNK), (*personne de contact C*) un certain nombre de personnes réfugiées kurdes rentrés en Turquie ont subi des répressions. À leur arrivée, elles ont été interrogées au titre de la loi antiterroriste. Ces personnes sont sous surveillance constante et trouver du travail en Turquie leur est quasi impossible (*Personne de contact C*, 12 décembre 2025). Selon la *personne de contact D*, il est très improbable qu'une famille du camp de Makhmour puisse rentrer en toute sécurité dans le cadre du processus de paix actuel. En l'absence de mesures juridiques concrètes, les risques de persécution pour les personnes ayant vécu toute leur vie au camp de Makhmour et qui retournent en Turquie demeurent considérables (*Personne de contact D*, 14 décembre 2025).

5 Statut légal des résident·e·s du camp

Les résident·e·s du camp de Makhmour ont obtenu le statut de personnes réfugiées et des documents d'identité irakiens dans les années 1990, mais leur renouvellement a été régulièrement entravé. Selon le rapport conjoint de MRAP et Kurd-CHR, dans les années 1990, les réfugiés kurdes ont demandé l'asile dans la région du Kurdistan irakien ont été installés dans la ville de Makhmour sous la supervision du HCR. Ils ont obtenu le statut de réfugié auprès du HCR et des autorités irakiennes (MRAP & Kurd-CHR, 2025). Selon les sources consultées par la FIS, les autorités irakiennes ont fourni des cartes d'identité aux résident·e·s de Makhmour à plusieurs reprises, parfois avec l'appui de l'ONU. Une partie de ces documents n'a pas toutefois été renouvelée et il est difficile de savoir si les résident·e·s disposent actuellement de papiers en règle. Dans son rapport, le FIS relève que selon la porte-parole du KNK, les autorités irakiennes ont fourni aux résident·e·s du camp des documents, notamment des permis de séjour, attestant de leur statut de réfugiés politiques originaires de Turquie. Toutefois, les autorités irakiennes ont régulièrement entravé le renouvellement de ces documents. En août 2021, le Bureau du coordinateur pour la défense internationale du GRK a déclaré que le camp de Makhmour représentait un défi pour le Kurdistan irakien du fait que ses résident·e·s ne possédaient ni cartes d'identité irakiennes ni documents onusiens. D'après le magazine en ligne RojNews, cité par le FIS, dans le cadre de l'embargo blocus imposé par le gouvernement central irakien sur le camp de Makhmour depuis le 10 avril 2025, les résident·e·s ne peuvent plus renouveler leurs cartes d'identité (FIS, 20 octobre 2025). En septembre 2025, *Rudaw* a confirmé que de nombreuses personnes résidentes dans le camp n'avaient pas pu renouveler leurs documents de réfugiés qui avaient expirés (*Rudaw*, 9 septembre 2025).

Les résident·e·s sont pour la plupart des citoyen·ne·s dépourvu·e·s de documents d'identité turcs. Selon des informations fournies à ACCORD par Nilüfer Koç, porte-parole du KNK, les résident·e·s du camp de Makhmour demeurent citoyen·ne·s turc·que·s, mais ne possèdent pas de documents d'identité valides. Les résident·e·s ne peuvent renouveler leurs documents en Turquie par crainte de persécution ou de détention. Les naissances d'enfants dans le camp ne sont pas enregistrées auprès des autorités turques, y compris pour certain·e·s résident·e·s né·e·s en Turquie, créant des générations de personnes officiellement citoyennes turques mais sans aucun document (ACCORD, février 2024). Selon le rapport du FIS, qui cite un journaliste de Al-Monitor, en 2018, seul·e·s 20 résident·e·s du camp possèderaient un passeport turc qu'ils ou elles auraient pu renouveler en 2015, juste avant l'échec des négociations de paix entre le PKK et la Turquie. L'absence de passeport valide fait que les résident·e·s sont dans l'impossibilité d'effectuer de nombreuses démarches administratives et juridiques. Une résidente du camp, interviewée en mai 2025 par le magazine en ligne An-Nahar, a affirmé que des milliers d'enfants du camp étaient dépourvus de documents officiels (FIS, 20 octobre 2025). Selon le *Hürriyet Daily News*, en août 2014, le vice-Premier ministre turc, Beşir Atalay, estimait que la plupart des résident·e·s du camp étaient des citoyen·ne·s turc·que·s. Le journal précisait que la situation de ces personnes étaient complexe en raison du fait que certaines faisaient l'objet de poursuites judiciaires liées au PKK, tandis qu'une génération née dans le camp ne possède pas de passeport turc (*Hürriyet Daily News*, 9 août 2014). Dans son rapport de février 2024, ACCORD indique n'avoir identifié aucune source suggérant que les résident·e·s du camp aient été déchus de leur citoyenneté turque (ACCORD, 9 février 2024).

Selon la loi turque, tout enfant né de parents turcs est citoyen turc et doit être enregistré au registre de la population dans les 60 jours suivant la naissance, même à l'étranger, via les consulats turcs. Toutefois, les enfants de parents sans papiers ou apatrides font face à une grande insécurité juridique pour obtenir leur citoyenneté et leurs documents d'identité. Selon le rapport du FIS, qui se réfère à l'article 7 (1) de la loi turque sur la citoyenneté (5901/2009), publiée en 2009 et mise à jour en 2018, un enfant né en Turquie ou à l'étranger d'un père ou d'une mère turque est un citoyen turc. Selon le site internet des services consulaires du ministère turc des Affaires étrangères, tout citoyen turc a l'obligation de s'inscrire au registre de la population et obtenir une carte d'identité turque. Pour les enfants mineurs, c'est l'un des parents, tuteurs ou personnes de confiance qui est chargé d'enregistrer la naissance et d'obtenir une carte d'identité turque à leur nom. Le rapport se réfère également à l'article 68 de la loi sur les services consulaires, qui stipule que si un enfant naît à l'étranger, l'ambassade ou le consulat général doit être informé de la naissance au plus tard 60 jours après celle-ci. Un signalement qui dépasse cette limite entraîne une sanction administrative. L'un ou l'autre des parents peut déclarer une naissance survenue à l'étranger en apportant ou en envoyant l'acte de naissance à la mission diplomatique turque compétente. Celle-ci est alors chargée de faire parvenir les documents au bureau d'état civil en Turquie. Le rapport du FIS cite également un article publié le 22 juin 2025 sur le blog du cabinet d'avocats ER&GUN&ER, basé à Istanbul, selon lequel il est nécessaire d'enregistrer un enfant né à l'étranger afin de confirmer sa citoyenneté turque et d'ajouter ses coordonnées au registre national turc FIS, 20 octobre 2025). Un rapport d'ACCORD confirme que selon l'Agence des migrations du ministère turc de l'Intérieur, les demandes d'inscription d'une personne au registre concernant la famille de la mère et/ou du père sont envoyées par la mission diplomatique turque au Bureau de l'état civil et de la citoyenneté du ministère turc de l'Intérieur. Cette dernière informe alors le demandeur de la décision (ACCORD, 9 février 2024). Selon le FIS, le cabinet d'avocats ER&GUN&ER indique, dans un article de juin 2025, qu'une fois la naissance de l'enfant enregistrée et sa citoyenneté turque confirmée, l'étape suivante consiste à obtenir des documents d'identité officiels pour l'enfant, tels qu'une carte d'identité (kimlik karti) et un passeport biométrique auprès des autorités turques. Cette demande est généralement faite par les familles vivant à l'étranger auprès de leur consulat turc local (FIS, 20 octobre 2025). Le rapport d'ACCORD affirme qu'un adulte dont la mère et/ou le père a la nationalité turque mais qui n'a pas été enregistré par les autorités de l'état civil avant l'âge de 18 ans peut également être enregistré comme citoyen turc (ACCORD, 9 février 2024). Cependant, le rapport de la FIS prévient, en citant le cabinet d'avocats ER&GUN&ER, que certains enfants nés de parents sans papiers ou sans nationalité, que ce soit en Turquie ou à l'étranger, sont confrontés à une « grande insécurité juridique » (FIS, 20 octobre 2025).

Bien que théoriquement éligibles à la citoyenneté turque, les résident·e·s de Makhmour font face à des obstacles majeurs en raison des mandats d'arrêt, de l'absence de documents et des liens présumés avec le PKK. ACCORD a indiqué n'avoir pas trouvé d'information permettant de déterminer si les résident·e·s du camp pouvaient obtenir des documents d'identité turcs (ACCORD, 9 février 2024). Selon les informations fournies le 6 décembre par la *personne de contact A*, selon la loi turque, une personne née à Makhmour de parents turcs a droit à la citoyenneté turque, mais elle doit effectuer des démarches administratives auprès des ambassades turques à l'étranger. Toutefois, ces démarches sont difficiles pour les personnes visées par un mandat d'arrêt. De plus, après 25 à 30 ans, il est devenu très compliqué d'obtenir les documents nécessaires et de prouver les liens de filiation (*Personne de contact A*, 6 décembre 2025). Selon la *personne de contact B*, il serait extrêmement difficile pour une personne réfugiée kurde vivant à Makhmour d'obtenir la citoyenneté turque. Les autorités

turques exigeraient des preuves des liens de leurs parents avec la Turquie, ce qui serait particulièrement problématique si ces parents ont des liens avec le PKK, car il en existe des traces dans les archives turques. La Turquie a une longue pratique de déchéance de citoyenneté pour les personnes considérées comme hostiles, notamment celles affiliées au PKK. La *personne de contact B* estime qu'il est improbable que la Turquie accorde la citoyenneté à des personnes perçues comme ayant des liens avec le PKK (*Personne de contact B*, 12 décembre 2025). Selon la *personne de contact C*, le problème réside dans le risque élevé de persécution en cas de retour de ces personnes en Turquie. Tant que la loi antiterroriste turque reste inchangée, elles demeurent suspectes en raison de leur histoire antérieure à leur fuite en 1994 (*Personne de contact C*, 12 décembre 2025).

Les résident·e·s de Makhmour, stigmatisés comme terroristes potentiels, font face à des obstacles majeurs pour obtenir la citoyenneté : absence de voie automatique, risques de poursuites au titre de la loi antiterroriste et absence de réformes garantissant l'immunité. Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 15 décembre 2025 par une *personne de contact qui est docteur en anthropologie sociale et ethnologie et spécialiste de la question kurde (personne de contact E)*, une personne qui réside dans le camp de Makhmour et qui n'a jamais été enregistrée en Turquie rencontrera très probablement des obstacles majeurs dans ses tentatives d'obtenir la citoyenneté turque et des documents officiels. Le camp de Makhmour est considéré par l'État turc comme un « bastion du PKK », et tous les résident·e·s sont stigmatisés comme terroristes potentiels. Par conséquent, cette personne se heurterait sans aucun doute à des difficultés très sérieuses dans toute démarche visant à régulariser son statut en Turquie (*Personne de contact E*, 14 décembre 2025). Selon la *personne de contact D*, les résident·e·s de Makhmour font face à d'importantes difficultés pour obtenir des documents turcs et rentrer en toute sécurité. Premièrement, il n'existe aucune voie automatique pour obtenir la citoyenneté turque. La Turquie qualifie Makhmour de camp terroriste et traite ses résident·e·s comme des membres du PKK, même sans historique d'engagement dans le conflit, avec des conséquences juridiques concrètes. Deuxièmement, toute tentative d'enregistrement exposerait les adultes à de sérieux risques juridiques. Même sans implication personnelle, les liens familiaux, même distants, suffisent à justifier enquêtes, poursuites ou surveillance prolongée. Le simple fait d'être né à Makhmour constitue un motif de poursuites au titre d'une législation antiterroriste aux définitions larges, ou de contrainte à devenir informateur (itirafçı). Troisièmement, le « processus de paix » en cours n'a entraîné aucune réforme juridique garantissant l'immunité de poursuites pour les individus associés au PKK. Ainsi, l'enregistrement auprès des autorités turques ne serait pas un acte neutre mais hautement politique. Même si le gouvernement modifie certaines lois, elles pourraient servir à poursuivre des personnes si le climat politique change. Cette *personne de contact* conclut que le retour d'une personne kurde réfugiée en Turquie doit tenir compte de la criminalisation historique par l'État turc de l'activisme lié à la question kurde (*Personne de contact D*, 14 décembre 2025).

6 Aide au retour depuis la Suisse

Aide au retour en Turquie : 615 euros à l'arrivée et 2000 euros pour la réintégration via YSYD. Selon un document du *Secrétariat d'État aux migrations (SEM)*, daté du 1^{er} janvier 2025, le programme EU Repatriation Programme (EURP) Türkiye offre une aide financière aux personnes retournant en Turquie depuis la Suisse. Cette aide se compose de deux

volets : un montant de 615 euros destiné à couvrir les besoins immédiats après l'arrivée, et une enveloppe de 2000 euros pour financer un projet de réintégration à plus long terme. Pour bénéficier de ce programme, plusieurs documents sont nécessaires, notamment un formulaire de demande, une lettre d'éligibilité, un plan de projet, une copie de la pièce d'identité et le billet d'avion. Il est impératif de respecter un délai minimum de 5 jours ouvrables entre la réservation du vol et l'enregistrement de la demande dans le système RIAT. L'organisation *Association of Assistance Solidarity and Support for Refugees and Asylum Seekers* (YSYD-ASRA) assure l'accueil des retournés à l'aéroport en Turquie pour leur remettre directement les 615 euros. Avant le départ, il est indispensable d'organiser un appel téléphonique avec YSYD pour convenir d'un point de rendez-vous. Pour cela, le retourné doit fournir ses numéros de téléphone en Suisse et en Turquie. Deux éléments demandent une attention particulière : l'aide de 615 euros doit être réclamée dans les 14 jours ouvrables suivant l'arrivée, et le plan de projet pour les 2000 euros doit être obligatoirement rempli avant le départ de Suisse. Ce budget est dépensé en nature pour soutenir concrètement la réintégration (SEM, 1^{er} janvier 2025).

7 Sources

ACCORD, 9 février 2024:

« *Lage von Rückkehrer·innen in der Türkei nach Aufenthalt im Lager Machmour*

Ekurd Daily schreibt in einem Artikel vom April 2012, dass im Oktober 2009 nach einem Aufruf des inhaftierten kurdischen Führers Abdullah Öcalan acht PKK-Mitglieder und 26 Flüchtlinge, darunter vier Kinder, aus dem Flüchtlingslager Machmur in die Türkei zurückgekehrt seien. Personen der Gruppe seien acht Monate nach ihrer Rückkehr von den türkischen Behörden strafrechtlich verfolgt und verhaftet worden (Ekurd Daily, 25. April 2012). Laut der International Crisis Group seien die Rückkehrenden von Kurd·innen in der Türkei wie Kriegsheld·innen begrüßt worden. Dies habe die AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi; Partei von Präsident Erdoğan, Anmerkung ACCORD) veranlasst, Pläne für eine weitere Rückkehr von Personen in die Türkei zu verschieben (International Crisis Group, 6. November 2014, S. 2).

Es konnten online keine weiteren Berichte über Rückkehrer·innen aus dem Lager Machmur in die Türkei bzw. die Lage von Rückkehrer·innen in der Türkei gefunden werden.

Nilüfer Koç, Sprecherin der Kommission für Außenbeziehungen des Nationalkongresses Kurdistans (kurdisch: Kongreya Neteweyî ya Kurdistanê, KNK) mit direkten Kontakten ins Lager Machmur, erklärt in einer E-Mail-Auskunft an ACCORD vom Februar 2024, dass im Laufe der Jahre einige Bewohner·innen von Machmur in die Türkei eingereist seien. Die Rückkehrer·innen seien entweder verhaftet und zu einer Haftstrafe verurteilt worden, nachdem ihnen haltlos „Separatismus“ oder „Terrorismus“ vorgeworfen worden sei, oder sie seien gezwungen worden, für den türkischen Geheimdienst in der Autonomen Region Kurdistan im Irak zu spionieren (Koç, 6. Februar 2024).

Probleme wegen (unterstellter) Nahebeziehung zur Arbeiterpartei Kurdistans (PKK)

Es konnten im Rahmen der zeitlich begrenzten Recherche mit Ausnahme der oben genannten Quelle von Ekurd Daily keine Informationen über Probleme von Rückkehrer·innen wegen (unterstellter) Nahebeziehung zur PKK gefunden werden. Die folgenden Quellen enthalten Informationen über die öffentlichen Reaktionen der Türkei auf die (unterstellte) Nahebeziehung der Bewohner·innen des Lagers Machmur zur PKK.

Reuters berichtet im Juni 2021, dass Präsident Erdoğan das Lager Machmur als „Brutkasten für Militante“ („incubator for militants“) bezeichnet habe. Die Türkei werde das Flüchtlingslager „aufräumen“ („clean up“). Ankara glaube, dass Machmur eine ebenso große Bedrohung darstelle wie die PKK-Hochburg in den Kandil-Bergen. Laut einem/r hochrangigen irakischen Beamten/in habe sich die Türkei über aus dem Lager Machmur stammende „terroristische Aktivitäten“ der PKK gegen die Türkei beschwert. Machmur sei im Jahr 2020 türkischen Luftangriffen ausgesetzt gewesen. Erdoğan habe 2021 damit gedroht, stärker auf irakischem Territorium militärisch vorzugehen. Laut einem/r hochrangigen türkischen Beamten/in werde das Lager Machmur als Logistikzentrum bei Angriffen gegen die Türkei oder türkische Streitkräfte genutzt. Laut dem/r Beamten/in müsse das Lager von der PKK „gesäubert“ werden („cleansed“) (Reuters, 2. Juni 2021; siehe auch: The National, 3. Juni 2021; VOA, 21. Juni 2021; Human Rights Pulse, 13. September 2021; MEMO, 25. Mai 2023; Rudaw, 20. Mai 2023). Drei Tage, nachdem Erdoğan mit dem „Säubern“ im Flüchtlingslager gedroht habe, seien drei Personen im Lager durch einen türkischen Luftangriff getötet worden (Reuters, 5. Juni 2021).

Laut Voice of America (VOA) betrachte die Türkei die Bewohner·innen des Machmur-Lagers eher als potenzielle PKK-Mitglieder denn als Flüchtlinge. Der türkische Außenminister Mevlüt Çavuşoğlu habe die Drohung des Präsidenten, das Lager anzugreifen, wiederholt und ebenfalls von der Notwendigkeit gesprochen, den Ort zu „säubern“ (VOA, 21. Juni 2021).

Human Rights Pulse schreibt in einem Artikel vom September 2021, dass Ankara das Machmur-Lager als Wohnort von Militanten und deren Sympathisant·innen ansehe. Es sei für die Kurd·innen des Machmur-Lagers nicht sicher, in die Türkei zurückzukehren (Human Rights Pulse, 13. September 2021).

Laut Lacuna Magazine würden viele der Flüchtlinge im Machmur-Lager tiefe Sympathie und Loyalität gegenüber der PKK empfinden. Die starke historische Verbindung zur PKK habe zu Bombenanschlägen durch die Türkei geführt (Lacuna Magazine, 3. Mai 2023).

Rudaw berichtet im Mai 2023, dass das Lager Machmur mehrfach von türkischen Luft- und Drohnenangriffen gegen mutmaßliche PKK-Mitglieder getroffen worden sei. Bei den Angriffen seien Zivilist·innen getötet worden. Ankara glaube, dass die PKK das Machmur-Lager als Übungsgelände nutze. Eine türkische Militäroperation im Februar 2022 habe unter anderem auf das Lager abgezielt (Rudaw, 20. Mai 2023; siehe auch: Rudaw, 19. Oktober 2023).

Der Middle East Monitor (MEMO) schreibt in einem Artikel vom Ende Mai 2023, dass im Lager Machmur hunderte Familien von PKK-Mitgliedern leben würden. Laut der Türkei sei das Lager ein Rekrutierungsstandort für PKK-Kämpfer·innen. Ankara habe in einer Reihe von Sicherheitstreffen mit Vertreter·innen des Iraks die Sorge zum Ausdruck gebracht, dass das Lager zu einem Zentrum der militärischen Aktivitäten der PKK werden könnte (MEMO, 25. Mai 2023).

Im Oktober 2023 schreibt Rudaw, dass die PKK erklärt habe, all ihre Kämpfer·innen aus dem Lager Machmur abgezogen zu haben. Laut Rudaw habe die PKK das Lager für „lange Zeit“ kontrolliert (Rudaw, 19. Oktober 2023). » Source: Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation (ACCORD), Anfragebeantwortung zur Türkei: Situation von kurdischen Türk·innen, die aus dem Lager Machmur in die Türkei zurückkehren, Probleme wegen (unterstellter) Nahebeziehung zur Arbeiterpartei Kurdistan (PKK) [a-12314-2], 9 février 2024 : <https://www.ecoi.net/en/document/2104642.html>

ACCORD, 9 février 2024:

« Kurzbeschreibungen zu den in dieser Anfragebeantwortung verwendeten Quellen sowie Ausschnitte mit Informationen aus diesen Quellen finden Sie im Anhang.

Verlust der türkischen Staatsbürgerschaft für türkische Kurd·innen, die in den 1990er-Jahren aus der Türkei in den Irak geflohen sind bzw. dort geboren wurden und im Irak Asylstatus von UNHCR erhalten haben

Es konnten im Rahmen der zeitlich begrenzten Recherche keine Informationen darüber gefunden werden, dass türkische Kurd·innen, die in den 1990er-Jahren aus der Türkei in den Irak geflohen sind, ihre türkische Staatsbürgerschaft verloren hätten. Dies bedeutet nicht notwendigerweise, dass dies nicht der Fall ist. Gesucht wurde auf Deutsch, Englisch, Kurdisch und Türkisch mittels ecoi.net, Factiva und Google nach einer Kombination aus folgenden Suchbegriffen: Irak, kurdische Flüchtlinge aus der Türkei, türkisch-kurdische Flüchtlinge, 1990er, Asylstatus, UNHCR, Verlust, Entzug, Staatsbürgerschaft.

In einer Veröffentlichung vom Jänner 2004 berichtet UNHCR über bis zu 13.000 türkische Staatsbürger·innen (ethnische Kurd·innen), die seit Anfang der 1990er-Jahre im Irak – im Lager Machmur und in anderen Gebieten von Erbil sowie Dohuk – leben würden (UNHCR, 22. Jänner 2004).

Hürriyet Daily News schreibt in einem Artikel vom August 2014, dass im Lager Machmur türkische Staatsbürger·innen leben würden. Personen, die im Lager geboren wurden, würden jedoch keinen türkischen Pass besitzen (Hürriyet Daily News, 9. August 2014).

Der Nationalkongress Kurdistans (kurdisch: Kongreya Neteweyî ya Kurdistanê, KNK) bestätigt in einem Beitrag über das Lager Machmur vom Mai 2023, dass in etwa die Hälfte der Bewohner·innen des Lagers, nämlich all diejenigen die im Irak auf die Welt gekommen seien und deren Eltern Flüchtlinge seien, staatenlos seien. Sie hätten weder die türkische noch die irakische Nationalität (KNK, 26. Mai 2023).

Nilüfer Koç, Sprecherin der Kommission für Außenbeziehungen des KNK mit direkten Kontakten ins Lager Machmur, erklärt in einer E-Mail-Auskunft an ACCORD vom Februar 2024, dass die Bewohner·innen des Lagers, die in den 1990er Jahren aus der Türkei geflohen seien, weiterhin türkische Staatsbürger·innen seien. Sie würden jedoch keine gültigen türkischen Ausweise, wie den Personalausweis oder Reisepass, besitzen. Laut Koç entziehe die Türkei Kurd·innen fast nie die Staatsbürgerschaft, um die Möglichkeit zu haben, vermeintliche Dissident·innen in der Zukunft strafrechtliche verfolgen zu können. Die Bewohner·innen des Lagers könnten nicht zur Erneuerung ihrer Dokumente in die Türkei reisen, da ihnen dort Verfolgung

oder Freiheitsentzug drohe. Die Geburten von im Lager Machmur geborenen Kindern von Flüchtlingseltern würden nicht bei den türkischen Behörden registriert, ebenso wie die Geburten der Kinder von in Machmur geborenen Personen. Auch bei einigen noch in der Türkei geborenen Bewohner·innen seien die Geburten nicht registriert worden. Diese Generationen von Flüchtlingen seien zwar offiziell türkische Staatsbürger·innen, würden jedoch über keinerlei türkische Papiere verfügen. Den Flüchtlingen in Machmur seien von den irakischen Behörden Dokumente, wie Aufenthaltsgenehmigungen, ausgestellt worden, die ihren Status als politische Flüchtlinge mit Herkunftsland Türkei bestätigen würden. Die Behörden hätten die Flüchtlinge jedoch in der Vergangenheit immer wieder daran gehindert, diese Dokumente zu erneuern (Koç, 6. Februar 2024).

Möglichkeit der Wiedererlangung der Staatsbürgerschaft

Laut der Generaldirektion für Migrationsmanagement des türkischen Innenministeriums sei ein Kind einer türkischen Mutter oder eines türkischen Vaters automatisch türkische/r Staatsbürger·in. Eine erwachsene Person, deren Mutter und/oder Vater die türkische Staatsbürgerschaft besitze, die aber erst nach dem 18. Lebensjahr bei einem Standesamt gemeldet worden sei, könne als türkische/r Staatsbürger·in registriert werden. Hierfür müsse das Ministerium in einer Prüfung festgestellt haben, dass die Person die türkische Staatsbürgerschaft erworben habe (Generaldirektion Migrationsmanagement, ohne Datum, S. 1).

Die Webseite *Consular Procedures* veröffentlicht Informationen über das sogenannte „Verfahren für Personen mit Personenstandsvorbehalt“ („reserved civil status procedures“). Die Grundlagen des Verfahrens seien in der Verordnung zur Umsetzung des Volkszählungsdienstleistungsgesetzes und in der Verordnung zur Umsetzung des türkischen Staatsbürgerschaftsgesetzes detailliert beschrieben. Ein vorbehaltener Personenstand bedeute, dass die Geburt aus irgendeinem Grund erst nach dem 18. Geburtstag im türkischen Zivilregister eingetragen worden sei. Die Anträge von Personen mit reserviertem Personenstand auf Eintragung in die Familienregister der Mutter und/oder des Vaters würden an die Generaldirektion für Personenstandsregister und Staatsangehörigkeit des Innenministeriums weitergeleitet und die diplomatische Vertretung informiere die Personen über das Ergebnis ihres Antrags. Erforderliche Dokumente eines Antrags würden gültige Ausweise der Eltern, einen gültigen Ausweis der antragstellenden Person, ein Dokument über den Familienstand der antragstellenden Person (Heiratsurkunde, Scheidungsurkunde, Sterbeurkunde des/r Ehepartners/in), Dokumente, die eine familiäre Verbindung belegen und von beiden Elternteilen unterzeichnet sind (von Geschwistern oder Verwandten dritten Grades unterschrieben, wenn ein oder beide Elternteile verstorben sind) und die Geburtsurkunde der antragstellenden Person inkludieren. Bei Bedarf könnten andere Arten von Dokumenten zum Nachweis der Staatsbürgerschaft angefordert werden (Konsularische Verfahren, ohne Datum).

Möglichkeit der Aberkennung der türkischen Staatsbürgerschaft heute

Das türkische Staatsbürgerschaftsgesetz beschreibt in Artikel 29 die folgenden vier Situation, die zur Aberkennung der türkischen Staatsbürgerschaft führen können:

1. Das Erbringen von Dienstleistungen für einen anderen Staat, die im Widerspruch zu den Interessen des türkischen Staates stehen, sollte die Person nicht freiwillig innerhalb einer angemessenen Frist von mindestens drei Monaten die Dienstleistungen beenden, obwohl sie von

den lokalen Verwaltungsbehörden in der Türkei oder einer diplomatischen Vertretung im Ausland darauf hingewiesen wurde.

2. Das freiwillige Erbringen von Dienstleistungen für einen Staat, der sich im Krieg mit der Türkei befindet, ohne die Erlaubnis des Ministerrats eingeholt zu haben.

3. Die freiwillige Leistung des Militärdiensts für einen anderen Staat, ohne dafür eine Erlaubnis eingeholt zu haben.

4. Personen, gegen die aufgrund von Straftaten gemäß den Artikeln 302, 309, 310, 311, 312, 313, 314 und 315 des türkischen Strafgesetzbuchs Nr. 5237 vom 26.9.2004 ermittelt wird und die aufgrund eines Auslandsaufenthalts nicht erreichbar sind, müssen innerhalb von drei Monaten, nachdem eine Aufforderung ihrer Rückkehr im Amtsblatt veröffentlicht wurde, zurückkehren, sonst droht ihnen der Entzug der Staatsbürgerschaft (Staatsbürgerschaftsgesetz 2009, Artikel 29).

Eine Analyse des letzten Punktes bezüglich des Entzugs der Staatsbürgerschaft auf der Basis der Ermittlung von möglichen Straftaten finden Sie auf den Seiten drei bis fünf des im Anhang angeführten Berichts von Institute on Statelessness and Inclusion (ISI) und European Network on Statelessness (ENS) (ISI/ENS, Juli 2019, S. 3-5).

Deniz Baran, ein türkischer Anwalt mit Wohnsitz in Istanbul und Fakultätsmitglied der Abteilung für Internationales Recht der Universität Istanbul, erklärt in einem arabischsprachigen Artikel des in Katar ansässigen arabischen Nachrichtensenders Al-Jazeera die Fälle, in welchen die türkische Staatsbürgerschaft entzogen werden kann (Al-Jazeera, aktualisiert am 1. November 2022). Die Webseite Deal veröffentlicht eine englische Version des Artikels von Al-Jazeera vor der Aktualisierung im November 2022. Baran fügt nach einer Erklärung der oben beschriebenen Rechtslage hinzu, dass es einen weiteren Grund gebe, um einem/r eingebürgerten türkischen Staatsbürger·in die Staatsbürgerschaft wieder zu entziehen: falls die die Staatsbürgerschaft durch eine falsche Aussage oder durch das Verschweigen grundlegender Tatsachen, die das Erlangen der Staatsbürgerschaft beeinträchtigt hätten, erhalten worden sei (Deal, 21. Juni 2022).

Möglichkeit für türkisch-kurdische Flüchtlinge, die in den 1990er-Jahren in den Irak geflohen sind, in die Türkei zurückzukehren und sich dort niederzulassen

Das Committee on Migration, Refugees and Demography schreibt im Juni 1998, dass im Jahr zuvor 1.000 von über 10.000 kurdischen Flüchtlingen, die aus der Türkei in den Irak geflohen waren, in die Türkei zurückgekehrt seien. Laut dem Komitee seien mit Juni 1998 die Aussichten für weitere freiwillige Rückführungen begrenzt (Committee on Migration, Refugees and Demography, 3. Juni 1998).

UNHCR berichtet im Jänner 2004, dass die Türkei einer freiwilligen Rückkehr von bis zu 13.000 türkischen Staatsbürger·innen (ethnischen Kurd·innen), die seit Anfang der 1990er-Jahre im Irak im Exil gelebt hätten, zugestimmt habe (UNHCR, 22. Jänner 2004).

Reuters beschreibt in einem Artikel vom Jänner 2012, dass das Abkommen der Vereinten Nationen mit der Türkei und dem Irak über die Rückkehr von Flüchtlingen aus Makhmur vom Jahr 2004 nie in Kraft gesetzt worden sei und nur sehr wenige in ihre Heimat zurückgekehrt seien.

Präsident Erdoğan habe 2010 ausgesagt, dass er bereit sei, die Rückkehr der Menschen aus dem Lager Machmur mit dem UNHCR zu besprechen. Er habe jedoch gleichzeitig ausgesagt, dass das Lager ein „Nährboden für Terrorist:innen“ („breeding ground for terrorists“) sei. Laut Reuters würden sich die Bewohner:innen des Lagers in der Schwebe befinden, solange die Türkei und die PKK nicht Frieden geschlossen hätten (Reuters, 2. Jänner 2012).

Ekurd Daily berichtet in einem Artikel vom April 2012, dass im Oktober 2009 nach einem Aufruf des inhaftierten kurdischen Führers Abdullah Öcalan acht PKK-Mitglieder und 26 Flüchtlinge, darunter vier Kinder, aus dem Flüchtlingslager Machmur in die Türkei zurückgekehrt seien (Ekurd Daily, 25. April 2012). Laut International Crisis Group seien die Rückkehrenden von Kurd:innen in der Türkei wie Kriegsheld:innen begrüßt worden. Dies habe die AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi; Partei von Präsident Erdoğan, Anmerkung ACCORD) veranlasst, weitere Rückkehr-Pläne zu verschieben (International Crisis Group, 6. November 2014, S. 2).

Die regierungsnahe türkische Tageszeitung Hürriyet Daily News zitiert im August 2014 den stellvertretende Ministerpräsident Beşir Atalay. Das Lager Machmour sei aufgrund der Entwicklungen im Irak (gemeint ist der Einfall der extremistischen Gruppierung Islamischer Staat (IS), Anmerkung ACCORD) evakuiert worden. Es gebe laut Atalay Bewohner:innen des Lagers, die in die Türkei wollten. Die meisten davon seien türkische Bürger:innen. Sie seien willkommen, in die Türkei zurückzukehren. Hürriyet Daily News erklärt in seinem Artikel, dass sich die Bewohner:innen des Lagers Machmur in einer schwierigen Situation befinden würden. Einige Personen mit türkischer Staatsbürgerschaft seien in Bezug auf die PKK angeklagt. Gleichzeitig gebe es eine im Lager geborene Generation, die keinen türkischen Pass besitze. Die Türkei habe in den Jahren zuvor auf die Schließung des Lagers gedrängt und behauptet, dass es unter der Kontrolle der PKK stünde und als Nachschubbasis für neue Militante diene (Hürriyet Daily News, 9. August 2014). Es konnten keine Informationen darüber gefunden werden, ob in oder nach 2014 tatsächlich kurdische Flüchtlinge in die Türkei zurückgekehrt sind.

Es konnten online keine weiteren Informationen über die Möglichkeit der Rückkehr von türkisch-kurdischen Flüchtlingen, die in den 1990er-Jahren in den Irak geflohen sind, gefunden werden.

Die oben genannte Sprecherin des KNK, Nilüfer Koç, erklärt in ihrer E-Mail-Auskunft an ACCORD, dass Bewohner:innen des Lagers Machmur, die in die Türkei reisen wollten, glaubhaft Folter drohe. Dazu würden auch Schläge und sexuelle Folter zählen, wie sie die türkischen Sicherheitskräfte seit Jahrzehnten systematisch angewandt hätten. Die einzige Alternative zur Inhaftierung, die Flüchtlingen in der Türkei angeboten werden könnte, bestehe darin, als Spione zu fungieren. Eine Rückkehr der Flüchtlinge in die Türkei erfordere eine politische Lösung der Kurd:innenfrage in der Türkei selbst. Angesichts der Tatsache, dass in der Türkei Tausende Kurd:innen inhaftiert seien, würden die Flüchtlinge in der aktuellen politischen Situation sicherlich nicht zurückkehren wollen (Koç, 6. Februar 2024).

Probleme seitens der türkischen Behörden

Der oben genannte Artikel von Ekurd Daily beschreibt, dass Personen der Gruppe der im Oktober 2009 zurückgekehrten acht PKK-Mitglieder und 26 Flüchtlinge aus dem Flüchtlingslager Machmur acht Monate nach ihrer Rückkehr von den türkischen Behörden strafrechtlich verfolgt und verhaftet worden sei (Ekurd Daily, 25. April 2012).

Der oben genannte Artikel von Hürriyet Daily News erklärt, dass einige Bewohner:innen des Machmur-Lagers in Bezug auf die PKK angeklagt seien (Hürriyet Daily News, 9. August 2014).

Laut Nilüfer Koç seien im Laufe der Jahre einige Bewohner:innen von Machmur in die Türkei eingereist und entweder verhaftet und zu einer Haftstrafe verurteilt worden, nachdem ihnen haltlos „Separatismus“ oder „Terrorismus“ vorgeworfen worden sei, oder sie seien gezwungen worden, für den türkischen Geheimdienst in der Autonomen Region Kurdistan im Irak zu spionieren (Koç, 6. Februar 2024).

Möglichkeit des Erhalts türkischer Dokumente

Es konnten im Rahmen der zeitlich begrenzten Recherche keine Informationen darüber gefunden werden, ob diese spezifische Personengruppen türkische Dokumente erhalten könnten. Gesucht wurde auf Deutsch, Englisch, Kurdisch und Türkisch mittels ecoi.net, Factiva und Google nach einer Kombination aus folgenden Suchbegriffen: Irak, kurdische Flüchtlinge aus der Türkei, türkisch-kurdische Flüchtlinge, 1990er, türkische Botschaft, Erhalt, Dokumente.

Laut Nilüfer Koç sei es Flüchtlingen aus dem Lager Machmur aus den oben bereits genannten Gründen nicht möglich, türkische Dokumente zu erhalten (Koç, 6. Februar 2024).

Probleme wegen (unterstellter) Nahebeziehung zur Arbeiterpartei Kurdistans (PKK)

Es konnten keine Informationen darüber gefunden werden, ob alle in den 1990er-Jahren aus der Türkei in den Irak geflohenen Kurd:innen Probleme wegen (unterstellter) Nahebeziehung zur PKK hätten. Informationen zu möglichen Problemen wegen (unterstellter) Nahebeziehung zur PKK von türkischen Kurd:innen, die im Lager Machmur gelebt haben, finden Sie im zweiten Teil dieser Anfragebeantwortung (a-12314-2).

Es wurden zu der Fragestellung Expert:innen kontaktiert. Sollten wir eine Antwort erhalten, werden wir diese unverzüglich an Sie weiterleiten. » Source: Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation (ACCORD), Anfragebeantwortung zur Türkei: Situation von kurdischen Türk:innen, die in den 1990er Jahren in den Irak geflohen sind: Verlust der türkischen Staatsbürgerschaft, Wiedererlangung, Aberkennung, mögliche Rückkehr und Niederlassung, Möglichkeit des Erhalts türkischer Dokumente, Probleme wegen unterstellter Nahebeziehung zur PKK [a-12314-1], 9 février 2024 : <https://www.ecoi.net/en/document/2104640.html>

ANF News, 23 septembre 2025:

« Nûdem Yaman, co-chair of the Council of the People's Assembly of the Martyr Rustem Cudi Refugee Camp (Maxmur), said that the camp has been standing for 30 years with a will and goal shaped on the basis of Abdullah Öcalan's ideas.

Yaman harshly criticized the Iraqi government's embargo on the camp and the detentions targeting the Maxmur People's Assembly. She said: "We call on all those who defend human rights and refugee rights, especially the UN, to act because this embargo must be lifted immediately."

Yaman emphasized that the arrest of Maxmur People's Assembly co-chair Ahmet Şehbaz was the Iraqi government's second violation against the co-chairs, stressing that this practice was aimed at targeting the will of the camp.

She noted that camp residents are detained daily on the grounds that they have no identity documents, and that many, including the co-chair of the Assembly, have been arrested multiple times. Yaman said: "This problem does not come from us but from the practices of the Iraqi state. Therefore, the solution also lies with the Iraqi state." [...]

Since 10 April, the Iraqi government has been imposing a heavy embargo on the Martyr Rustem Cudi Refugee Camp in Maxmur. Under the embargo, construction materials, medicines, and educational supplies are not allowed into the camp. Because entry of many basic needs, including food, is also banned, serious problems have arisen in the camp.

One of the biggest problems is that residents without identity documents are prevented from entering Iraqi cities. As a result, many people are detained and held for days. In particular, in May, a delegation of camp administrators who went to Baghdad to seek a solution was detained for 37 days. » Source: ANF News, Nûdem Yaman: Everyone should know that Maxmur Camp will not give up its will, 23 septembre 2025 : <https://english.anf-news.com/news/nudem-yaman-everyone-should-know-that-maxmur-camp-will-not-give-up-its-will-81386>

AP, 11 juillet 2025:

« Fighters with a Kurdish separatist militant group that has waged a decades-long insurgency in Turkey began laying down their weapons in a symbolic ceremony on Friday in northern Iraq, the first concrete step toward a promised disarmament as part of a peace process.

The Kurdistan Workers' Party, or PKK, announced in May that it would disband and renounce armed conflict, ending four decades of hostilities. The move came after PKK leader Abdullah Öcalan, who has been imprisoned on an island near Istanbul since 1999, urged his group in February to convene a congress and formally disband and disarm.

Öcalan renewed his call in a video message broadcast on Wednesday, saying, "I believe in the power of politics and social peace, not weapons." [...]

Bewar Amin Tahir, a spokesperson at Makhmour, a camp in Iraq for Kurdish refugees who were displaced from their villages in Turkey in the 1990s during fighting between Turkish forces and the PKK, said he hopes the peace process would "open the door for a return to our villages and end three decades of suffering and hardship."

But he said the "Turkish state must also adhere to this initiative. ... So far, this process seems to be proceeding from one side only." He called for Turkey to "begin amending its constitution so that the Kurds have their rightful place."

Even if that happens, he acknowledged that many camp residents are not likely to return to Turkey. "Most of their homes are destroyed and burned," Tahir said, and the refugees' children, born in the camp, do not know another home. [...] » Source: Associated Press (AP), Kurdish separatist fighters in Iraq begin laying down weapons as part of peace process

with Turkey, 11 juillet 2025: <https://apnews.com/article/pkk-kurdish-iraq-turkey-peace-process-disarmament-b91f6eac4794767fee2d3288fcb343d1>

FIS, 20 octobre 2025:

« Turkin vuonna 2009 ilmestyneen ja 2018 päivitetyn kansalaisuuslain (5901/2009) 7 artiklan 1 kohdan mukaan turkkilaiselle isälle tai äidille Turkissa tai ulkomailla syntynyt lapsi on Turkin kansalainen.

Turkin ulkoministeriön konsulipalveluiden verkkosivuilla kerrotaan seuraavaa: Jokaisen Turkin kansalaisen tulee rekisteröityä väestörekisteriä varten ja hankkia turkkilainen henkilökortti. Yksi vanhemmista, huoltajista tai luotetuista henkilöistä on vastuussa syntymän rekisteröinnistä ja Turkin henkilökortin hankkimisesta alaikäisen puolesta. Konsulipalvelulain 68 artiklan mukaan, jos lapsi on syntynyt ulkomailla, suurlähetystölle/pääkonsulaatille on tehtävä ilmoitus syntymästä ei myöhemmin kuin 60 päivää syntymästä. Jos syntymästä ilmoitetaan yli 60 päivää syntymän jälkeen, seuraa siitä hallinnollinen rangaistus. Ulkomailla tapahtuneen syntymän voi jompikumpi vanhemmista ilmoittaa viemällä tai lähettämällä syntymätodistuksen asianomaiseen Turkin diplomaattiseen edustustoon. Edustusto on vastuussa asiakirjojen lähettämisestä väestörekisteritoimistoon Turkissa.

Istanbulilaisen lakitoimisto ER&GUN&ER:in 22.6.2025 julkaiseman blogikirjoituksen mukaan syntyneen lapsen rekisteröinti on välttämätöntä Turkin kansalaisuuden vahvistamiseksi ja hänen tietojensa lisäämiseksi Turkin kansalliseen väestötietojärjestelmään.

Itävallan maatietopalvelu ACCORDin 2024 julkaistussa raportissa kerrotaan, että Turkin sisäministeriön alaisen siirtolaisuusviraston mukaan hakemus henkilön lisäämisestä äidin ja/tai isän perhettä koskevaan rekisteriin lähetetään Turkin diplomaattisesta edustustosta Turkin sisäministeriön alaiseen siviilistatus- ja kansalaisuusvirastoon. Turkin diplomaattinen edustusto ilmoittaa hakijalle asian ratkaisusta.

ER&GUN&ER-lakitoimiston kesäkuussa 2025 julkaiseman blogikirjoituksen mukaan, kun lapsen syntymä on rekisteröity ja hänen Turkin kansalaisuutensa on vahvistettu, seuraava askel on hankkia lapselle virallisia henkilöasiakirjoja kuten henkilökortti (kimlik karti) ja biometrinen passi Turkin viranomaisilta. Ulkomailla asuvat perheet tekevät näitä varten hakemukset yleensä Turkin paikallisen konsulaatin kautta.

ACCORDin (2024) mukaan sellainen aikuinen henkilö, jonka äidillä ja/tai isällä on Turkin kansalaisuus, mutta jota ei ole rekisteröity siviilirekisteriviranomaisten toimesta ennen 18 vuoden ikää, voidaan myös rekisteröidä Turkin kansalaiseksi.

ER&GUN&ER-lakitoimiston (2025) mukaan jotkut Turkissa tai ulkomailla asiakirjoja vailla oleville tai kansalaisuudettomille vanhemmille syntyneet lapset kohtaavat ”merkittävää oikeudellista epävarmuutta”. [...]

Makhmurin pakolaisleiri perustettiin vuonna 1998. YK:n pakolaisjärjestö UNHCR kertoi 2004 julkaistussa raportissaan, että noin 13 000 Turkin kansalaista, jotka olivat taustaltaan etnisiä kurdeja, oli asunut Irakissa Makhmurin pakolaisleirillä ja muilla alueilla Erbilin ja Dohukin lääneissä 1990-luvun alkupuolelta lähtien. Makhmurin pakolaisleirin

asukkaat ovat olleet lojaaleja Turkkia vastaan taistelleelle Kurdistanin työväenpuolueelle (PKK).

Lokakuussa 2023 kansainvälinen, kristillisen taustan omaavan, Pohjois-Irakin tilannetta hyvin tuntevan Community Peacemaker Teams -järjestön Irakin Kurdistanin osasto (CPT-İK) arvioi Makhmurin pakolaisleirillä asuvan noin 14 000 ihmistä. [...]

Verkkolehti Al-Monitorin toimittaja Tastekin Fehimin vuonna 2018 kirjoittaman artikkelin mukaan Makhmurin pakolaisleirissä vain noin 20 iäkkäällä asukkaalla oli Turkin passit, jotka he olivat saaneet uusittua Turkissa ennen kuin Turkin ja PKK:n väliset rauhanneuvottelut romahtivat vuonna 2015. Artikkelin mukaan ilman voimassa olevia passeja moni hallinnollinen ja oikeudellinen prosessi oli muuttunut Makhmurin pakolaisleirin asukaille mahdottomaksi.

Itävallan maatietopalvelu ACCORD haastatteli helmikuussa 2024 sähköpostitse Brysselissä päämajaa pitävän, kurdien asiaa ajavan Kurdistanin kansallisen kongressin (KNK) ulkoasioiden komission puhehenkilö Nilüfer Koçia, jolla on suoria yhteyksiä Makhmurin pakolaisleiriin. Hänen mukaansa ne leirin asukkaat, jotka pakenivat Turkista 1990-luvulla, ovat edelleen Turkin kansalaisia. Koçin mukaan Turkki ei melkein koskaan peruuta kurditaustaisten henkilöiden kansalaisuutta, jotta se voi tarvittaessa asettaa syytteen kapinallisesta toiminnasta epäiltyjä henkilöitä.

KNK:n ulkoasioiden komission puhehenkilö Nilüfer Koçin vuonna 2024 ACCORDille lähettämän sähköpostin mukaan Makhmurin leirin asukkailla ei ole voimassa olevia Turkin henkilötodistuksia kuten henkilökortteja tai passeja.

Viitaten Turkin ja PKK:n väliseen rauhanprosessiin, An-Nahar -verkkolehteen toukokuussa 2025 haastateltu, Syyrian Qamishlissa sijaitsevan Al-Furat Center for Studies – ajatuspajan tutkija Walid Jalili arveli, että paluuseen tähtäävä prosessi voisi olisi hyvä aloittaa Makhmurin pakolaisleiristä. Tämä vaatisi muun muassa sitä, että Turkki myöntäisi henkilöasiakirjoja leirin asukkaille.

[...]

Kurdish Herald -lehti julkaisi vuonna 2009 artikkelin Makhmurin pakolaisleiristä. Artikkelissa kerrottiin, että leirille syntyi vuosittain monia lapsia. Vaikka heidän vanhemmillaan saattoi olla Turkin kansalaisuus, lapset syntyivät pakolaisiksi, eikä heillä ollut ”minikään maan kansalaisuutta”.

Turkkilainen valtalehti Hürriyet Daily News siteerasi elokuussa 2014 Turkin varapääministeri Beşir Atalayta. Hänen mukaansa Makhmurin pakolaisleirillä asui Turkin kansalaisia, mutta leirillä oli syntynyt uusi sukupolvi, jolla ei ollut Turkin passeja.

Kurdien asiaa ajava, Yhdysvalloissa päämajaansa pitävä Washington Kurdish Institute totesi vuonna 2020 julkaistussa artikkelissaan, että Makhmurin pakolaisleirillä tuhansia lapsia oli syntynyt kansalaisuudettomiksi.

Kurdistanin kansallinen kongressi (KNK) kertoi toukokuussa 2023 ilmestyneessä, Makhmurin pakolaisleiriä koskevassa artikkelissaan, että noin puolet leirin asukkaista,

käytännössä ne, jotka olivat syntyneet leirin asukkaille, olivat kansalaisuudettomia. Heillä ei ollut Turkin tai Irakin kansalaisuutta.

KNK:n puhehenkilön Nilüfer Koçin ACCORDille helmikuussa 2024 kertoman mukaan Makhmurin pakolaisleirillä syntyneiden ihmisten lapsia ei rekisteröidä Turkin viranomaisten toimesta. Koçin mukaan jopa joitakin Makhmurin pakolaisleirillä taustaa omaavien vanhempien Turkissa syntyneitä lapsia ei ole rekisteröity. Hänen mukaansa Makhmurin pakolaisleirin asukkaat eivät voi palata Turkkiin uusimaan asiakirjojaan, koska heitä uhkaa Turkissa "vaino tai vapaudenriisto".

Roj News -verkkolehden huhtikuussa 2025 ilmestyneessä artikkelissa Makhmurin pakolaisleirin ulkosuhdekomitean jäsen Saeed Jumlek sanoi, että leirin asukkaat kärsivät lukuisista ongelmista, jotka johtuivat siitä, että Irakin hallitus oli yli kahden vuoden ajan kieltäytynyt uusimasta heidän henkilökorttejaan. Hän tuomitsi Irakin hallituksen Makhmurin pakolaisleiriin kohdistaman politiikan ja sanoi, että leirin asukkaat haluavat ratkaista nykyiset ongelmat Irakin hallituksen kanssa vuoropuhelun kautta.

Roj News -verkkolehden huhtikuussa 2025 ilmestyneessä artikkelissa Makhmurin pakolaisleirin ulkosuhdekomitean jäsen Saeed Jumlek sanoi, että leirin asukkaat kärsivät lukuisista ongelmista, jotka johtuivat siitä, että Irakin hallitus oli yli kahden vuoden ajan kieltäytynyt uusimasta heidän henkilökorttejaan. Hän tuomitsi Irakin hallituksen Makhmurin pakolaisleiriin kohdistaman politiikan ja sanoi, että leirin asukkaat haluavat ratkaista nykyiset ongelmat Irakin hallituksen kanssa vuoropuhelun kautta.

Roj News -verkkolehden toukokuussa 2025 julkaiseman artikkelissa kerrotaan Makhmurin pakolaisleirin asukkaiden neuvoston lausunnosta, jonka mukaan leirillä syntyneitä lapsia ei ole mahdollista rekisteröidä, koska Irakin keskushallinto ei suostu myöntämään leirin asukkaille henkilökortteja.

An-Nahar -verkkolehden toukokuussa 2025 julkaisemaan artikkeliin haastatellun Makhmurin pakolaisleirin asukkaan, noin 30 vuotta leirillä asuneen Amina Bafayn mukaan leirillä on tuhansia lapsia, joilla ei ole virallisia papereita. [...]

Kuten alta ilmenee, Makhmurin pakolaisleirin asukkaille on myönnetty ainakin Irakin keskushallinnon henkilökortteja eri vaiheissa, myös YK:n avustuksella.

Asiakirjoja on myös jätetty uusimatta. Epäselväksi uutisoinnissa jää, onko leirin asukkailla edelleen tällaisia, voimassa olevia asiakirjoja.

Irakin Kurdistanin aluehallinnon Kansainvälisen vaikuttamistyön koordinaattorin toimisto ilmoitti elokuussa 2021, että sillä ei ollut toimivaltuuksia Makhmurin pakolaisleirissä, ja että paikallisviranomaisilla ei ollut leirin asukkaista virallisia tietoja kuten pakolaisten määrää, nimiä tai osoitteita. Viraston mukaan Makhmurin pakolaisleiri aiheutti Irakin Kurdistanille haasteita, koska sen asukkailla ei ollut Irakin henkilökorttia tai YK:n asiakirjoja.

Lähi-idän naisten asiaa ajavan JINHA -verkkolehden uutisessa Makhmurin pakolaisleirin asukkaiden neuvoston puheenjohtaja Filiz Budakin toteaa, että Irakin keskushallinto ei ole uusinnut Makhmurin leirin asukkaiden oleskelulupa- ja henkilöllisyyskortteja

syyskuun 2023 jälkeen. Asiakirjoja tarvitaan mm. Bagdadiin, Mosuliin ja Kirkukiin töihin matkustamisen sekä sairaaloihin kirjautumiseen.

KNK:n puhehenkilö Nilüfer Koç kertoo ACCORDin vuonna 2024 julkaistussa raportissa, että Makhmurin pakolaisleirin asukkaille on myönnetty Irakin viranomaisten toimesta asiakirjoja, kuten oleskelulupia. Asiakirjoissa vahvistetaan näiden henkilöiden status turkkilaista alkuperää omaavina poliittisina pakolaisina. Irakin viranomaiset ovat toistuvasti estäneet ihmisiä uusimasta näitä asiakirjoja.

RojNews -verkkolehden mukaan Irakin keskushallinto on saartanut Makhmurin pakolaisleiriä 10.4.2025 lähtien. Se on kieltäytynyt uusimasta leirin asukkaiden henkilöllisyyskortteja.

[...]

Itävallan maatietopalvelu (ACCORD) kertoi helmikuussa 2024 ilmestyneessä kyselyvastauksessaan, ettei se ollut löytänyt tietoa Makhmurin pakolaisleiriltä Turkkiin vuonna 2014 tai sen jälkeen palanneista henkilöistä. ACCORD ei löytänyt myöskään tietoa siitä, voisivatko tällaiset ihmiset saada turkkilaisia asiakirjoja.

KNK:n puhehenkilö Nilüfer Koç väitti sähköpostissaan helmikuussa 2024 ACCORDille, että Turkkiin paluuta toivovilla Makhmurin leirin asukkailla oli uskottava riski joutua kidutuksen kohteeksi. Kidutuksella Koç tarkoitti ”hakkaamista ja seksuaalista kidutusta”, joihin Turkin turvallisuusjoukot olivat syyllistyneet systemaattisella tavalla vuosikymmenien ajan. Hänen mukaansa pakolaisten paluumuutto edellyttäisi kurdikysymyksen poliittista ratkaisua Turkissa. Koçin mukaan paluumuuttajilla ainoa vaihtoehto vangitsemiselle olisi vakoilijaksi ryhtyminen, ja tällaisia henkilöitä on pakotettu vakoilijoiksi Irakin Kurdistanin alueella Turkin tiedustelupalvelun toimesta. ACCORD kertoi, ettei se ollut löytänyt varmaa tietoa siitä, kokivatko kaikki 1990-luvulla Turkista Irakiin paenneet kurdit PKK-kytkösväitteisiin liittyviä ongelmia. [...]

Viitaten Turkin ja PKK:n väliseen rauhanprosessiin, An-Nahar -verkkolehden toukuussa 2025 haastateltu, Syyrian Qamishlissa sijaitsevan Al-Furat Center for Studies – ajatuspajan tutkija Walid Jalili arveli, että PKK:n taistelijoiden olisi lähikuukausina vaikeata palata Turkkiin, molempien osapuolten epäluuloisuuden takia. Hänen mukaansa paluuseen tähtäävä prosessi voisi olisi hyvä aloittaa Makhmurin pakolaisleiristä. Tämä vaatisi sitä, että Turkki myöntäisi henkilöasiakirjoja leirin asukkaille, tuottaisi taloudellista ja sosiaalista suojelua paluumuuttajille ja välttäisi pidättämästä heitä ja nostamasta syytteitä heitä vastaan. [...]

Middle East Eye -verkkolehden toimittaja Ragip Soylu kirjoitti 11.8.2025, että Turkki, Irak ja Irakin Kurdistanin aluehallitus olivat sopineet Makhmurin pakolaisleirin tyhjentämisestä. Tämä oli seurausta PKK:n toukokuussa 2025 tekemästä ilmoituksesta lopettaa aseellinen taistelu ja hajottaa itsensä. Sopimuksen mukaan pakolaisleirin tuli olla tyhjä jo syyskuussa 2025. Jotkut leirin asukkaista sijoitettaisiin muualle Irakissa, kun taas jotkut siirrettäisiin Turkkiin. Sellaiset henkilöt, joiden tiedetään olevan PKK:hon läheisissä yhteyksissä, mutta jotka eivät ole osallistuneet rikolliseen toimintaan, voitaisiin asuttaa väliaikaisesti Turkkiin.

Toimittaja Ragip Soylun mukaan Makhmurin pakolaisleirillä oli 12 000 ihmistä, lähinnä Turkista kyliensä tyhjennyksiä ja Turkin turvallisuusjoukkojen ja PKK:n välisiä taistelu-ita paenneita kurdeja. Makhmurin pakolaisleirin tyhjentämisen uskottiin edistävän PKK:n aseistariisuntaa ja auttavan saamaan syrjäseutuja takaisin ei-valtiollisilta toimijoilta Irakin valtion haltuun. Suunnitteilla oli, että Turkin tiedustelupalvelu MIT ja Turkin armeija avustaisivat kentällä Makhmurin pakolaisleirin asukkaiden uudelleensijoit-tamista. PKK-komentaja Murat Karayilan syytti PKK:n entisissä asemissa nyt olevia Irakin joukkoja leirin asukkaiden painostamisesta leiristä pois muuttamiseen. [...]

Tässä vaiheessa käytössä olleista lähteistä ei löytynyt tietoa Turkkiin viime vuosina mahdollisesti palanneista Makhmurin pakolaisleirin asukkaista tai heidän kohtelustaan Turkissa.» Source: Finnish Immigration Services (FIS), Turkey / Makhmour camp in Turkey: the possibility of Turkish Kurds born in Makhmour camp of migrating to Turkey and acquiring documents, 20 octobre 2025 : <https://www.ecoi.net/en/file/local/2132053/kt1177.docx>

Hürriyet Daily News, 9 août 2014 :

« The current chaos in Iraq may herald the safe return of thousands of Turkish citizens to their homeland, Deputy Prime Minister Beşir Atalay announced Aug. 8, saying that Ankara will implement an open door policy for those who have been living in the Makhmour camp for decades.

Atalay's comments as a Kurdish journalist was killed at the camp while reporting about the Islamic State in Iraq and the Levant's (ISIL) attack on the area.

“There are new developments in Iraq. We have received information that as of yesterday [Aug. 7], the Makhmour camp has been evacuated. There are people who want to go to Turkey from there. Most of them are our citizens anyway. They had gone from neighbor-hood of Hakkari; they had gone from villages and towns like Çukurca and Uludere due to the deteriorating conditions,” Atalay told reporters during a visit to the southeastern Anatolian border province of Hakkari. “Our door will be open if they come back. They will enter from our borders,” Atalay added.

The deputy prime minister was referring to a U.N. refugee camp that was home to thousands of Kurdish people who had to leave their homes in Turkey during the 1990s due to clashes between the Turkish security forces and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Yet, the Kurdish population in the Makhmour camp who are Turkish citizens have a com-plicated situation, since some of them are subject to lawsuits regarding the PKK, while there is a generation born in the camp who do not hold Turkish passport. As a matter of fact, up until the last few years, Turkey had long pressed for the closure of the Makhmour camp, claiming that it was under the PKK's control and served as a supply base of fresh militants who would join the organization.

However, in recent years, the government has initiated a peace process, aimed at ending the three-decade-long conflict between Turkey's security forces and the PKK. » Source: Hürriyet Daily News, Turkey says doors open for Makhmour camp residents, 9 août 2014 : <https://www.hurriyetaidailynews.com/turkey-says-doors-open-for-makhmour-camp-residents-70173>

Les clés du Moyen-Orient, 31 octobre 2025:

« [...] Deuxièmement, le PKK a organisé le 11 juillet 2025, sous la supervision de la Turquie et des autorités kurdes irakiennes, une cérémonie fortement médiatisée au cours de laquelle une trentaine de combattants pékakistes ont déposé et brûlé leurs armes dans le nord de l'Irak [8], « en signe de bonne volonté et de détermination » à l'égard du processus de paix selon le communiqué publié le même jour par l'organisation kurde. La présidence turque a célébré cette cérémonie en affirmant que « la Turquie a gagné ; 86 millions de citoyens ont gagné ». Troisièmement, il a été possible d'apprendre, le 11 août 2025, qu'un accord tripartite signé entre Ankara, Bagdad et Erbil prévoit l'évacuation et le démantèlement du camp de Makhmur d'ici à septembre. Ce camp de réfugiés, créé en 1998 et devenu depuis une véritable ville, accueille plus d'une douzaine de milliers de Kurdes ayant fui les affrontements entre le PKK et la Turquie dans les années 1990. Bastion du PKK, ce camp était devenu l'un des principaux points d'appui humain, logistique et politique du mouvement en Irak. La Turquie exigeait donc de longue date sa fermeture, et avait déjà procédé à plusieurs attaques à son encontre en raison de la présence, selon elle, de combattants armés du PKK. Murat Karayılan, l'un des hauts-cadres du PKK, avait déjà annoncé début juillet que l'organisation kurde avait retiré ses forces du camp dans le cadre du processus de paix; Abdullah Öcalan lui-même aurait adressé une lettre aux habitants du camp début août afin de les enjoindre à évacuer le camp sans résistance.

Enfin, certaines initiatives et déclarations des autorités turques tendent à maintenir la politique de main tendue envers les mouvements kurdes qu'elles avaient établi à l'automne 2024 : le dirigeant du parti ultranationaliste turc MHP, Devlet Bahçeli, a ainsi suggéré, le 12 septembre 2025, de réintégrer à leur poste plusieurs maires kurdes - notamment Ahmet Türk, ancien maire de Mardin, et d'Ahmet Özer, ancien maire d'un quartier d'Istanbul - qui avaient été destitués et poursuivis, comme des dizaines d'autres maires kurdes, pour « terrorisme » il y a plus d'un an.

II. Un ralentissement net du désarmement et de la dissolution du PKK

Si ces événements se montrent positifs et constituent autant d'étapes réussies vers la paix, celle-ci n'est pas pleinement acquise pour autant. En effet, en-dehors de la cérémonie de destruction d'armes organisée par le PKK mentionnée supra, aucune autre cérémonie similaire, médiatisée ou non, ne semble avoir eu lieu. De même, à la date de publication de cet article, aucun camp du PKK ne semble encore avoir été remis à l'armée irakienne comme convenu, ni le camp de Makhmur pleinement évacué. Par ailleurs, si le PKK a procédé à plusieurs gestes de bonne volonté ces derniers mois, l'organisation kurde a déploré à plusieurs reprises le manque de coopération des autorités turques; entre autres griefs, le maintien en détention d'Abdullah Öcalan alors que les militants du PKK avaient fait de sa libération l'une des conditions à un démantèlement complet de leur organisation. Des manifestations sont ainsi régulièrement organisées afin d'exiger sa libération, tant en Europe qu'en Turquie et dans d'autres pays du Moyen-Orient comme la Syrie.

La pierre d'achoppement majeure à cet égard réside dans « le droit à l'espoir », c'est-à-dire la possibilité, pour une personne condamnée à la réclusion à perpétuité aggravée sans possibilité de libération conditionnelle, de voir cette peine revue ou d'avoir une perspective de libération. Un principe jugé essentiel dans plusieurs décisions de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). La Turquie déclare à ce sujet ne pas

reconnaître le droit à l'espoir pour certaines personnes condamnées à la réclusion à perpétuité aggravée dans des cas de terrorisme, dont Abdullah Öcalan est l'un des exemples les plus éloquents : le 8 juillet 2025, la Turquie a ainsi indiqué au Comité des ministres du Conseil de l'Europe qu'elle ne reconnaîtrait pas le « droit à l'espoir » pour certains prisonniers condamnés à la réclusion à perpétuité aggravée, à la suite de plusieurs arrêts émis par la CEDH dans le cadre des affaires Emin Gurban, Civan Boltan, Hayati Kaytan et Abdullah Öcalan. Les revendications kurdes s'articulent ainsi essentiellement sur le droit à l'espoir dont devrait pouvoir bénéficier, selon ses sympathisants, Abdullah Öcalan, mais sur lequel la Turquie semble ne pas souhaiter revenir.

III. Un enlisement du processus de paix ?

De fait, le processus de paix serait dans une forme d'impasse : en effet, outre une amélioration de la situation d'Öcalan qui passerait par le droit à l'espoir, voire sa libération, le PKK attendrait que des réformes et assurances juridico-légales soient mises en œuvre par les autorités turques sur la réintégration des combattants du PKK et sur le respect des droits culturels kurdes en Turquie, avant d'envisager un dépôt généralisé des armes. De son côté, le camp présidentiel turc refuse toute réforme ou assurances de ce type sans que le PKK n'ait, d'abord, procédé à un démantèlement et à un dépôt de ses armes plus significatifs. La défiance des autorités turques est accrue par le fait que, dans ses récents communiqués - y compris celui annonçant sa dissolution -, le PKK n'a jamais fait part de son intention de « déposer les armes », mais seulement de « mettre fin à la lutte armée ». De fait, le contrôle des armes - tout comme celui de leur provenance, qui s'avère un sujet presque autant stratégique - reste particulièrement sensible pour une organisation en guerre depuis plus de quarante ans contre l'Etat turc : il était ainsi prévu, lors de la cérémonie de destruction des armes par le PKK le 11 juillet, que ces armes soient enregistrées avant d'être détruites. Or, celles-ci ont été brûlées directement par les guérilleros, sans laisser, semble-t-il, l'opportunité à la Turquie ou aux autorités kurdes irakiennes d'en inventorier les numéros de série. [...] » Source: Les clés du Moyen-Orient, Dissolution annoncée du PKK, rivalités internes au Kurdistan d'Irak, tensions avec les nouvelles autorités syriennes... Où en sont les mouvements kurdes aujourd'hui (1/3) ? Un processus de paix miné par la défiance entre le PKK et Ankara, 31 octobre 2025: <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Dissolution-annoncee-du-PKK-rivalites-internes-au-Kurdistan-d-Irak-tensions.html>

MEMO, 25 mai 2023:

« The Iraqi army has commenced an operation to dig a trench and establish security observation points around the Makhmour refugee camp, which hosts hundreds of families of members of the Kurdistan Workers' Party (PKK).

The camp is situated on the border between the provinces of Nineveh and Erbil, neighbouring Turkiye says the camp has become a recruiting venue for PKK militants.

Iraqi forces started a deployment operation in the town of Makhmour, located approximately 105 kilometres southeast of Mosul and 70 kilometres west of Erbil. The camp houses over 1,500 families from the Kurdish regions of Turkiye, who are relatives of the PKK militants. The PKK has been involved in an armed struggle for independence against the Turkish state.

The new Iraqi action aims to restrain the PKK's practices within the camp, such as recruitment operations that the targeting of teenagers and young people within the camp, hiding of weapons and establishing electronic media cells that serve the party, which is classified as a terrorist group by Turkiye, the EU and the US.

A senior Iraqi official in Baghdad told Al-Araby Al-Jadeed yesterday that the engineering units in the Iraqi army began to establish a security trench around the camp, with the installation of surveillance towers and specific entry and exit gates.

This, the official added, comes "after the PKK incited the camp's residents to attack the army and prevent it from entering the camp."

The Iraqi move is expected to be met with Turkish satisfaction, especially after a series of security meetings between the two countries in which Ankara expressed its concern that the camp may become a centre of military activities for the PKK.

Turkish forces have previously carried out several air strikes within the camp, which is established in an area extending up to 20 kilometres, constructed of stone and brick, and houses at least 12,000 people. The United Nations and European organisations have built a health centre, a school and some facilities for its residents.

In early June 2021, Turkish President Recep Tayyip Erdogan threatened that his country would "cleanse" the Makhmour camp. He stated that "the camp had become a safe haven for the PKK militants", explaining that it serves as an "incubator for PKK militants and this must be addressed." » Source: Middle East Monitor (MEMO), Iraq army digging trench around refugee camp in Kurdish region, 25 mai 2023: <https://www.middleeastmonitor.com/20230525-iraq-army-digging-trench-around-refugee-camp-in-kurdish-region>

MEE, 11 août 2025:

« Turkey, Iraq and the Kurdistan Regional Government (KRG) have reached an agreement to evacuate the Makhmour Camp in northern Iraq, according to regional sources speaking to Middle East Eye.

The development follows ongoing peace talks between Turkey and the Kurdistan Workers' Party (PKK) since last year, which culminated in the group's announcement in May that it would disband and end its armed struggle.

As part of the arrangement, of which the PKK is also a party, the camp is expected to be fully evacuated by September, regional sources said.

Under the deal, some camp residents will be resettled within Iraq, while others will be relocated to Turkey. Individuals identified as close to the PKK but not implicated in criminal activity may be temporarily accommodated in Turkey.

The Makhmour refugee camp has long been a flashpoint between Ankara and Baghdad. Established in the 1990s, it currently houses more than 12,000 people, primarily Kurds from Turkey who fled their homes amid village evacuations and clashes between Turkish security forces and the PKK in the country's southeast.

Ankara views the camp as a PKK stronghold, alleging it serves as a hub for recruitment, training and logistical support.

Turkish officials have maintained for years that the PKK's influence and ideology dominate the camp, which lies in a disputed area between the Iraqi central government and the KRG. Turkey has repeatedly targeted the vicinity of the camp, claiming it shelters "armed terrorists". Regional sources told MEE that, in the medium term, the camp's evacuation is expected to advance the PKK's disarmament process and yield benefits for Iraq, the KRG and Turkey.

They added that the move would also help eliminate isolated areas under the control of non-state actors defying Iraqi sovereignty.

"During the evacuation, the Turkish National Intelligence Organization (MIT) and the Turkish Armed Forces will be present on the ground to oversee security measures and the resettlement process," one regional source said.

A Turkish official, speaking on condition of anonymity, confirmed the existence of a tri-lateral coordination mechanism between Turkey, Iraq and the KRG but declined to comment on whether an explicit deal on Makhmour's evacuation had been reached.

Earlier this month, Murat Karayilan, a senior PKK commander, told the media that the group had withdrawn its forces from the camp and handed over its positions to Iraqi authorities.

Karayilan accused Iraqi forces of pressuring the group to evacuate. "They are now tightening the siege from the same positions and putting pressure on our people," he said.

Abdullah Ocalan, the imprisoned PKK leader who earlier this year called for the group's dissolution and has emerged as a central figure in negotiations with Ankara, is also reported to have sent a letter to the residents of Makhmour Camp, where he expressed the need for a "collective" approach to the issue of return.

"Undoubtedly, with the progress of this [peace] process, our people will once again return to their own land," he said. » Source: Middle East Eye (MEE), Kurdish refugee camp to be evacuated under Turkey, Iraq deal, 11 août 2025: <https://www.middleeast-eye.net/news/kurdish-refugee-camp-be-evacuated-under-turkey-iraq-deal>

MRAP & Kurd-CHR, 2025:

« 17. The Makhmur refugee camp was bombed on 5 June 2021, killing three civilians. On 29 August 2022, a drone attack on Makhmur camp killed Abdullah Abid, a father of six. The consequences of ISIS's genocide against the Yazidis in Sinjar remain unresolved, with 12 mass graves uncovered so far. Approximately 7,000 Yazidi women and children were abducted, with 4,000 rescued by military and coalition forces in Northeast Syria, while the fate of around 3,000 remains unknown. [...]

33. In places like the Makhmur refugee camp in the Kurdistan autonomous region governed by the Kurdistan Democratic Party, students are deprived of their education rights due to embargoes.

34. Around 400 students in Makhmur cannot continue their university education in other cities due to the embargo, preventing Kurdish students from pursuing education in their native language.

Right to Health

35. Access to health services is a major issue, especially in conflict zones, because the health infrastructure has been severely damaged. Turkish bombings have rendered the hospital in Sinjar non-functional. Yazidis in Sinjar face difficulties accessing healthcare due to security concerns.

36. In Makhmur refugee camp, healthcare services are inadequate. The difficulties are exacerbated by economic conditions and embargoes imposed by the Kurdistan Regional Government. Makhmur camp faces significant health issues, with 1,100 chronic patients and 26 cancer patients struggling due to the inability to obtain medication. [...]

38. There are refugees who have fled oppression in Türkiye and those who have sought refuge from the war in Syria. In the 1990s, due to low-intensity warfare in Türkiye, refugees who sought asylum in Iraq's Kurdistan region were settled in Makhmur town under UNHCR supervision. They were granted refugee status by UNHCR and Iraqi authorities.

39. Since 2016, due to pressure from Türkiye, refugees in Makhmur have faced additional pressure, especially from the Kurdistan Regional Government (KRG). The relocation of the UNHCR office from the camp to Baghdad, justified by ISIS attacks, has increased these pressures.

40. Significant issues have arisen in economic, health, and education sectors. Due to the embargo imposed by the KRG under Turkish pressure, refugees in Makhmur cannot travel to cities like Erbil and Duhok for work. The inability to leave the camp has resulted in economic hardships. Following the UNHCR withdrawal, severe problems have emerged.

41. Travel rights are restricted, and recently, identity documents for refugees have not been issued. The return of the UNHCR to the Makhmur camp would resolve many issues.

» Source: Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) & Kurdish center for human rights (Kurd-CHR), Iraq - Kurdish people at Risk, 2025 p.2-5: <https://uprdoc.ohchr.org/uprweb/downloadfile.aspx?filename=13485&file=EnglishTranslation>

Reuters, 7 novembre 2025:

« Turkey is preparing a law to let thousands of Kurdistan Workers Party (PKK) fighters and civilians return home from hideouts in northern Iraq under negotiations to end generations of war.

A senior Middle East official and a Kurdish political party source in Turkey said the proposed law would protect those returning home but stop short of offering a general amnesty for crimes committed by former militants. Some militant leaders could be sent to third countries under the plans.

Bringing PKK guerrillas and their families home from their bases in mountainous northern Iraq is seen as one of the final hurdles in a peace process launched a year ago to end a war that has killed 40,000 people.

While officials have spoken publicly about reconciliation efforts in general terms, the sources disclosed details that have not previously been reported, including proposals for returns to take place in separate waves of civilians and fighters, and for commanders to be sent to third countries.

The Middle East official, describing the sensitive negotiations on condition of anonymity, said legislation to allow the returns could come before the Turkish parliament as soon as this month.

PLAN COULD INCLUDE SEPARATE WAVES OF RETURNS

Turkey's intelligence agency MIT, which has led talks with the PKK, did not immediately comment on the proposal. The PKK did not immediately comment.

Since Kurdish militants launched their insurgency in 1984 - originally with the aim of creating an independent Kurdish state - the conflict has exerted a huge economic and social burden on Turkey and neighbouring countries.

Ending it would boost NATO member Turkey's political and economic stability, and ease tensions in Iraq where the PKK is based, and Syria where Kurdish fighters have been allied with U.S. forces.

In a major breakthrough, the PKK announced a decision in May to disarm and disband after a call to end its armed struggle from its jailed leader Abdullah Ocalan.

In July the group symbolically burned weapons, and last month it announced it was withdrawing fighters from Turkey as part of the disarmament process. It called on Ankara to take steps to let its members participate in "democratic politics".

But the terms of reconciliation have been sensitive, with Turkey wary of offering a wide amnesty for what it considers past crimes of a terrorist organisation.

Numan Kurtulmus, who heads a reconciliation commission set up by Turkey in August, said last week that any legal steps would come only after Turkey verifies that the PKK has completed its dissolution process.

"Once Turkey's security and intelligence units have verified and confirmed that the organisation has truly laid down its arms and completed its dissolution process, the country will enter a new phase of legal regulations aimed at building a terror-free Turkey," he said.

According to the senior Middle East official, the proposal now being discussed would see roughly 1,000 civilians and non-combatants return first, followed by about 8,000 fighters after individual screening.

Beyond that, the official said Turkey had so far rejected taking back around 1,000 senior and mid-level PKK figures, and wants them relocated to a third country, possibly in Europe.

Talks were ongoing on that issue, with some parties involved in the negotiations concerned that excluding PKK top brass from repatriation could eventually fuel a renewed insurgency, the official said.

Legislation to enable returns could come before the Turkish parliament as early as the end of November, the official added.

Tayip Temel, deputy co-chair of the pro-Kurdish DEM Party - which though an opposition party has worked closely with the government on the peace process - said the ongoing negotiations focused on a formula personally emphasised by Ocalan.

"Work is underway on a special law for the PKK to enable the democratic and social reintegration of its members," Temel told Reuters.

"The law will cover everyone returning from the PKK, whether civilian or militant. There is no plan for a phased return. The formula being worked on is comprehensive and applies to all."

He confirmed that Turkey had raised the idea of some PKK figures being sent to third countries, but said this would have to be discussed with the potential hosts.

DIFFERENT PROCEDURES FOR DIFFERENT GROUPS

Another source at DEM, parliament's third-biggest party, said the commission drafting the proposal was working on a single, PKK-specific law that would avoid the language of a general amnesty.

"Different procedures will apply to different groups of returnees," the source said, adding that some returning PKK members will likely face investigations and trials. "Otherwise it will be hard to reach common ground among parties in the commission."

Once the parliamentary commission completes its work, it is expected to recommend the special PKK law to parliament, paving the way for potential legislation.

Human Rights Watch urged lawmakers to use the peace process to reform laws that have long been used to charge and incarcerate non-violent Kurdish activists.

The commission "has a unique opportunity to help shape a post-conflict society and should make bold recommendations to repeal abusive laws used to silence and marginalize people," said Hugh Williamson, Europe and Central Asia director at HRW. » Source: Reuters, Exclusive: Turkey preparing law to let PKK fighters return under peace plan, 7 novembre 2025:

<https://www.reuters.com/business/media-telecom/turkey-preparing-law-let-pkk-fighters-re-turn-under-peace-plan-2025-11-07/>

RFI, 14 mars 2025:

« [...] Le camp de Makhmour, qui compte 8 000 habitants, a donné plus de 500 de ses enfants à la cause kurde. Le dernier est mort au mois de février 2025 au cours de combats au Kurdistan irakien entre le PKK et la Turquie. Leur mémoire est célébrée dans la maison des martyrs, une pièce étouffante où les murs sont placardés de portraits. « C'est mon fils, Dyar, indique Saria, en désignant la photographie d'un homme aux traits juvéniles, ciblé par une frappe turque il y a deux ans. Personne ne souhaite apprendre la mort de ses enfants. Mais parfois, il faut accepter ce sacrifice. Le mal que nous fait la Turquie est intolérable. En tant que mamans kurdes, nous sommes obligées d'accepter que nos enfants puissent mourir pour la liberté des Kurdes. »

Le deuxième fils de Saria, Baroz, a suivi les pas de son grand frère dans les montagnes du Kurdistan. Alors pour cette mère, le processus de paix fragile qui s'amorce entre la Turquie et la guérilla kurde suscite le vain espoir de voir rentrer son garçon : « Qui ne souhaiterait pas revoir son enfant ?, s'exclame-t-elle. Ocalan a appelé à la paix et je souhaite que ce processus réussisse, mais nous ne pouvons pas faire confiance à la Turquie. J'aimerais que Baroz puisse revenir, mais sans la liberté des Kurdes, ce sera trop difficile pour lui de rentrer... »

« Le PKK, c'est devenu notre identité »

Les enfants de Makhmour sont tous nés dans l'exil, en Irak, après que leurs parents ont abandonné leurs villages ravagés par l'armée turque dans les années 1990. Le soir, au coin du feu, ils discutent de politique... « L'appel à désarmer et dissoudre le PKK, ça ne m'a pas vraiment plu : le PKK, c'est devenu notre identité, alors c'est difficile à accepter, confie Dilan, 25 ans. Même si je pense qu'Ocalan a annoncé ça dans l'intérêt des Kurdes. [...]

» Source: Radio France International (RFI), Irak: à Makhmour, les familles des membres du PKK suspendues au processus de paix avec la Turquie, 14 mars 2025: <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-international/20250313-irak-%C3%A0-makhmour-les-familles-des-membres-du-pkk-suspendues-au-processus-de-paix-avec-la-turquie>

Rudaw, 9 septembre 2025:

« Ten residents of the Makhmour refugee camp in northern Iraq, which houses Kurdish refugees from Turkey, have been detained in Baghdad since late August after going to the capital for work, a camp source said on Tuesday.

“Those people went to Baghdad for work and had been detained by security forces since August 24th,” a source from the camp told Rudaw.

According to camp residents, the Iraqi government has not allowed provisions to enter the camp since August 10.

“Iraqi forces do not even allow [people] to go to Iraqi provinces for work or medical treatment,” the resident said.

Makhmour camp, located southwest of Erbil and administratively part of Nineveh province, was established in 1998 and is home to around 10,000 Kurdish refugees from south-east Turkey, most of whom were displaced during Turkey's conflict with the Kurdistan Workers' Party (PKK) when their villages were depopulated.

According to camp authorities, residents are currently barred from working, accessing hospitals, or enrolling in universities. Many have been unable to renew expired refugee documents, preventing them from passing through checkpoints. This restriction on their movements has led to a shortage of basic essentials in the camp, including medical supplies.

Iraq has denied the blockade, with migration and displaced ministry spokesperson Ali Abbas telling Rudaw in July that camp residents "are officially registered with the Iraqi state and have no problems and are free to move to all provinces."

In May, a delegation from the camp council went to Baghdad to raise concerns over what they called "the blockade imposed by the Iraqi government" with the Iraqi justice ministry. Iraqi forces arrested them, releasing them a month later.

The camp has been caught in regional tensions for years. Turkey considers it a PKK stronghold. President Recep Tayyip Erdogan has labeled it an "incubation center for terrorism." The camp has been the target of Turkish airstrikes and drone attacks.

The PKK, which has fought Turkey for decades, deployed fighters to protect the camp from Islamic State (ISIS) attacks in 2014 but said they withdrew in October 2023.

On July 11, the PKK held a ceremonial disarmament in the Kurdistan Region. Thirty members and commanders burned their weapons, acting on jailed leader Abdullah Ocalan's call to abandon their armed struggle for a political solution to secure Kurdish rights in Turkey. A Turkish parliamentary commission has been formed to establish a legal framework for the peace process.

Iraq banned the PKK last year under pressure from Ankara. » Source: Rudaw, Ten Makhmour camp residents detained since late August, 9 septembre 2025 : <https://www.rudaw.net/english/middleeast/iraq/090920251>

Rudaw, 15 août 2025:

*« Residents of a camp in northern Iraq housing Kurdish refugees from Turkey say **difficult conditions in the camp have not eased despite peace talks between Ankara and the Kurdistan Workers' Party (PKK).***

"Iraqi forces don't even allow workers and patients to go to Iraqi provinces," a camp resident told Rudaw, requesting anonymity due to safety concerns.

Makhmour camp, located southwest of Erbil and administered by Nineveh province, is home to approximately 10,000 Kurdish refugees from southeastern Turkey. Most were displaced during Turkey's decades of conflict with the PKK.

According to camp authorities, residents are currently barred from working, accessing hospitals, or enrolling in universities. Many have been unable to renew expired refugee documents, preventing them from passing through checkpoints. This restriction on their movements has led to a shortage of basic essentials in the camp, including medical supplies.

In a message earlier in August, PKK founder Abdullah Ocalan said that progress in the peace talks would allow Makhmour camp residents to return home. Despite this hopeful news, residents say pressure on the camp has increased.

"After the message of leader Apo [Ocalan], we want the situation to calm down," said another resident. Camp officials, however, told them "a special war is being waged" to give them false hope, they added.

A camp official, who also spoke on condition of anonymity, said that the policy for residents has not changed: "The situation is unchanged. Evacuation is not on the agenda, and we don't want to say anything."

The Iraqi Ministry of Migration and Displacement has denied there are any restrictions on the movements of camp residents. "They are officially registered with the Iraqi state and have no problems and are free to move to all provinces," ministry spokesperson Ali Abbas told Rudaw last month. [...] » Source: Rudaw, Conditions at Makhmour camp not eased despite PKK peace talks, say residents, 15 août 2025: <https://www.rudaw.net/english/middleeast/turkey/150820251>

Rudaw, 9 août 2025:

« Abdullah Ocalan, jailed leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), on Friday said that the nearly 10,000 Kurdish refugees from southeast Turkey living in a camp in northern Iraq will be allowed to return home as Turkey-PKK peace talks progress.

"Undoubtedly, with the progress of this process, our people will once again return to their lands," Ocalan said in a letter to the camp's residents, the PKK-affiliated Fırat news agency reported. "We must think of return collectively. Within this framework, I convey my greetings to the people of Makhmour." [...]

Camp authorities say residents are currently barred from working, accessing hospitals, or enrolling in universities, and many have been unable to renew expired refugee documents, preventing them from passing through checkpoints.

Murat Karayilan, a top PKK commander, on Friday called on the Iraqi government to lift its "siege" on the camp and warned that if it continues, the PKK will be forced to return.

"It should be known that if this approach to the camp continues, we will be forced to intervene again and send guerillas there again," Karayilan told PKK-affiliated Sterk TV.

"We do not accept these inhumane practices and will not remain silent," he said, calling on Iraqi President Abdul Latif Rashid to address the issue.

The PKK Kurdish group held a ceremonial disarmament in the Kurdistan Region on July 11, when 30 members and commanders burned their weapons, acting on Ocalan's call to abandon their armed struggle after four decades and pursue a political solution to secure Kurdish rights in Turkey.

A Turkish parliamentary commission tasked with establishing a legal framework for the peace process has been established and on Friday had its second meeting. » Source: Rudaw, PKK leader gives Makhmour camp residents hope of return, 9 août 2025: <https://www.rudaw.net/english/kurdistan/09082025>

SEM, 1er janvier 2025:

« EURP Türkiye – Check-list (dès le 01.01.25)

- Documents nécessaires : Application Form (seuls points 1 + 8 à remplir : nom + prénom, date et signature du RA), Eligibility Letter (remplir), Project Plan (le CVR remplit les rubriques en anglais), ID copy, billet d'avion.
- Informations requises : numéro de téléphone du retournant en CH et en TUR (organiser un appel téléphonique avec le partenaire local de réintégration YSYD avant le départ pour convenir d'un lieu de rendez-vous), destination, besoin de transport secondaire depuis l'aéroport, besoin d'hébergement.
- Réservation de vol : dans RIAT, il doit y avoir au moins 5 jours ouvrables entre la date du vol et la date d'enregistrement de la demande dans RIAT.
- Les prestations comprennent, pour une personne adulte, un Post-Arrival Package (assistance à court terme destinée à couvrir les besoins de base) de EUR 615 et un Post-Return Package (assistance à plus long terme qui couvre les projets de réintégration) qui s'élève à EUR 2'000.

Nous vous rendons attentif au fait que le retournant doit réclamer les EUR 615 à YSYD dans les 14 jours ouvrables suivant son arrivée.

- Documentation : Programme spécifiques en cours (admin.ch)
- Support:
- Pour les problèmes dans les cas individuels (à IRARA/YSYD) : reintegration@irara.org
- Pour les questions sur la plateforme RIAT (au RIAT team) : helpdesk@riatsupport.eu
- Pour les questions sur le projet EURP (à Frontex) : EURP@frontex.europa.eu
- Pour les questions sur le programme SEM Türkiye : SAEFO + SRR

- Informations spécifiques pour la Türkiye (cf. ci-après) :

Türkiye specific information for return counsellors

Service	Description	YSYD Comment
Airport pick-up and Post-arrival assistance	The return counsellor in CH informs the returnee that the returnee will be met by YSYD at the airport in Türkiye to hand over the EUR 615 (final airport).	To provide airport pick-up and handover of post-arrival assistance (EUR 615) in Türkiye, YSYD needs the confirmed flight details and the contact number of the returnee in RIAT at least 5 working days pre-departure from CH.
	Before departure from CH, YSYD contacts the returnee to agree on a meeting point on arrival in Türkiye.	YSYD needs the phone number of the returnee in Switzerland and Türkiye (phone call or WhatsApp).
	If not: Before departure from CH, the returnee or the return counsellor contacts YSYD to agree on a meeting point on arrival in Türkiye.	By phone or WhatsApp: +90 850 455 00 00 (on Eligibility Letter)
	If contact could not be made before departure, YSYD is present at the airport and visible by the YSYD vest.	
	If the meeting does not take place, the returnee calls YSYD to arrange an appointment to meet the 14 working days deadline for receiving the post-arrival package (EUR 615).	+90 850 455 00 00 (on Eligibility Letter)
Difficulty in establishing contact with YSYD before departure to arrange a meeting point for the delivery of assistance	The call center is managed by a team of 9 staff who handle a large volume of requests every day. During peak periods, returnees are asked to wait and their call will be answered. Otherwise, a call-back system has been set up for missed calls. However, call-backs can take several days when call volumes are high.	YSYD call center (+90 850 455 00 00) operates between 9AM to 3PM
Post-return assistance	The return counsellor in CH informs the returnee that the returnee has to fill in the EURP project plan before departure from CH (mandatory) and that the budget of EUR 2000 has to be spent in kind.	The meeting with the returnee to discuss the project plan will be held in YSYD office, in a cafe or online.
YSYD contact	In case of questions, the returnee can contact YSYD any time (before or after return)	+90 850 455 00 00 (on Eligibility Letter) or email to: reintegration@irara.org

»

Source: Secrétariat d'État aux migrations (SEM), EU Reintegration programme (EURP, 1^{er} janvier 2025 : https://www.e-doc.admin.ch/dam/e-doc/de/data/sem/rueckkehrhilfe/laenders-pezh_rkh/eurp-checkliste-tuerkiye-dfe.pdf.download.pdf/eurp-checkliste-tuerkiye-dfe.pdf

The National Context, 30 novembre 2025:

« The Turkish intelligence services and military have confirmed that the PKK has withdrawn from six key caves in the Zap and Metina areas in Amedi district of the Kurdistan Region, which had been the site of the fiercest PKK–Turkish army clashes from 2021 until the beginning of the peace process last year. “The PKK has emptied a total of six caves in Zap and Metina and destroyed the ammunition,” a Turkish security source told the pro-government Türkiye newspaper.

Context: The PKK had already announced that, as of 16 November 2025, it had relocated its forces in the Zap area, following its full withdrawal from Turkey, which posed a risk of clashes because of their proximity to Turkish bases in the region. As part of the peace process, in which the PKK has declared it is laying down arms following a call from its jailed leader Abdullah Ocalan, the Turkish military and intelligence have jointly created “verification mechanisms” to monitor implementation.

According to Türkiye, these mechanisms confirmed that the six positions in Zap and Metina had been completely vacated, that the ammunition was logged and then destroyed, and that field sweeps “determined that no heavy weapons were present in the locations that had been emptied.” [...]

The next step, according to the report, is expected “along the Sinjar–Makhmour corridor,” where residents of the Makhmour refugee camp are to be provided with identity documents and allowed to return to Turkey once a new legal package is passed in parliament, reportedly expected in the coming weeks before the new year. [...] » Source: The National Context, Turkey Confirms PKK Pullback From Six Zap and Metina Caves, With Hakurk, Gara and Haftanin Next, 30 novembre 2025: <https://thenationalcontext.com/turkey-pkk-pull-back-zap-metina-hakurk-gare-haftanin/>

The New Region, 5 décembre 2025:

« The Kurdistan Workers’ Party (PKK) imprisoned leader Abdullah Ocalan in a letter said the return of Makhmour camp residents to their homes should follow a “legal framework” and be based on democratic principles as part of the ongoing peace process with Ankara.

Ocalan’s letter, dated October 15, was received by the women’s council in Makhmur camp on Thursday and praised the role of women in forming a society based on democratic values, the PKK-affiliated ANF news agency reported.

“The Makhmour people, who are victims of war and conflict,” are “subjects” of the ongoing peace process and “will pave the way to return to their lands” once a “successful conclusion” is reached, Ocalan said in the letter.

In February, Ocalan made a historic prison call, and in May, the PKK announced plans to lay down arms and dissolve, which later led to Ankara creating a parliament

commission that visited him on Imrali Island in late November, saying “positive outcomes” had been achieved.

The commission has been tasked with drafting a legal framework for the peace process.

“To enable their return, a political, legal, and social foundation must be established, and the process should be addressed collectively within a political and legal framework, rather than individually or on a family basis,” Ocalan added.

The Makhmour camp, housing around 10,000 Kurdish refugees from Turkey, was built in 1998 on the outskirts of Mount Qarachough, west of Makhmour and some 60 kilometers southwest of the Kurdistan Region's capital city, Erbil.

The bulk of the camp residents fled the war between the Turkish army and the PKK in the 1990s.

The return would only be possible if recognized within a legal framework, Ocalan stressed.

The jailed leader also praised the people's resistance in maintaining their identities despite “oppressions and persecution” while being “forcibly removed from their homes and lands,” saying their names will remain in the history of the process.

Turkey considers the Makhmur camp a PKK stronghold, and its drone strikes have previously targeted suspected PKK positions.

In a speech in 2021, Turkish President Recep Tayyip Erdogan described the camp as “an incubation center for terrorism.”

Camp residents face multiple hardships, including being barred from work, medical care, and university, while many cannot renew expired refugee documents, restricting their movement at checkpoints.

Ocalan has repeatedly expressed concern over the lack of concrete measures to establish a political framework ensuring the success of the peace process.

Despite the advancement of the peace process and the halting of the PKK's four-decade-long campaign against the Turkish state, many observers have remained skeptical of the next steps, citing legal ambiguities and a lack of clarity. » Source: The New Region, Ocalan calls for legal framework for Makhmour camp repatriations, 5 décembre 2025 : <https://thenewregion.com/posts/3862>

Türkiye Today, 11 août 2025:

« Turkish columnist Abdulkadir Selvi reported that the terrorist group PKK's Makhmur camp in Iraq is being dismantled as part of ongoing disarmament efforts, with a tripartite mechanism established between Türkiye's National Intelligence Organization (MIT), the regional Kurdish government, and Iraq's central government.

In his column in Turkish media outlet Hurriyet on Monday, titled "PKK's Makhmur camp is being emptied," Selvi said preparations are underway to clear the camp, which has operated since the 1990s and has been used as a base for the PKK.

The evacuation represents a significant step in what Selvi described as the "terror-free Türkiye" process aimed at complete PKK disarmament.

"The evacuation of the Makhmur camp is one of the important steps taken in this direction," Selvi wrote.

Tripartite mechanism coordinates Makhmur camp Evacuation

According to Selvi's report, Iraqi authorities have established a three-way coordination mechanism involving MIT, the Kurdish Regional Government (KRG), and Iraq's central government to oversee the Makhmur camp evacuation process.

"A tripartite mechanism consisting of MIT, regional government and central Iraqi government was established in Iraq," Selvi wrote. "Preparations began for the evacuation of Makhmur Camp, which has been operating since the 1990s and is considered PKK's breeding ground." [...] » Source: Türkiye Today, PKK terrorist group's Makhmur camp in Iraq being dismantled, says Turkish columnist, 11 août 2025: <https://www.turkiyetoday.com/re-gion/pkk-terrorist-groups-makhmur-camp-in-iraq-being-dismantled-says-turkish-columnist-3205292>

VOA, 21 juin 2021:

« Turkey views Makhmour camp residents as potential PKK members rather than refugees.

'We now care about the Makhmour issue as much as Qandil,' said Turkish President Recep Tayyip Erdogan on June 1 in a live interview with the country's state-owned broadcaster TRT. [...]

Last week, the Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu was more direct, reiterating his president's threat to attack the camp. 'You need to clean this place,' he told TRT, referring to authorities overseeing the camp. 'If you can't, we'll do it.' » Source: Voice of America (VOA), Turkish Operation Increases Conflict Among Kurds in Iraq, 21 juin 2021: https://www.voanews.com/a/extremism-watch_turkish-operation-increases-conflict-among-kurds-iraq/6207296.html

Wladimir van Wilgenburg, 12 août 2025:

« A group of 30 Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters ceremonially threw their weapons into a fire on July 11 in the Jasana cave of Sulaymaniya in Iraqi Kurdistan as part of a new peace process between the Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Turkish state. In the 1920s, the cave was used by the Kurdish leader Sheikh Mahmoud to resist British forces. The fact that the ceremony took place in Iraqi Kurdistan showed the potential repercussions the peace process may have for the area, since the PKK has been based

in Iraqi Kurdistan since 1982, after a deal with the Kurdistan Democratic Party (KDP). In 2015, the last peace process that took place failed.

Both the KDP and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) have expressed support for the peace process. Furthermore, a delegation from the Turkish pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party also visited the leadership of both parties, including PUK leader Bafel Talabani and KDP President Massoud Barzani. The delegation conveyed a message from the imprisoned PKK leader Abdullah Öcalan asking Barzani to visit him.

"The Kurdistan Regional Government [or KRG] has consistently supported a peaceful resolution to the Kurdish issue in [Türkiye]," Treefa Aziz, the KRG representative in the United States, declared. "We believe dialogue is the only viable path to long-term stability, and we encourage all parties to return to negotiations in good faith."

Indeed, the two ruling parties have supported peace efforts between the PKK and Türkiye since 1993. However, the situation is now different from the previous peace efforts because starting in 2019 most of the fighting between the PKK and the Turkish army has taken place in Iraqi Kurdistan, affecting and displacing local civilians. In July 2022, Turkish strikes killed nine Iraqi tourists in Zakho.

Türkiye has in recent years developed a military edge over the PKK, following the Turkish army's crackdown on an urban insurgency led by PKK militants in the Kurdish majority southeast of Türkiye after the failure of the 2015 peace process. Since 2019, the Turks have also established over 35 military points, entering 15 kilometers into Iraqi Kurdistan and driving the PKK out from parts of Duhok Governorate along the border. Last year, Türkiye was also planning an operation in the Gara mountains further inland. [...]

There has also been friction between the KDP and PKK over the thousands of Kurdish refugees in Makhmour camp who fled Türkiye during the 1990s, from which the PKK has recruited fighters. Since October 2017, Iraq has controlled Makhmour and has put pressure on the camp. Öcalan recently implied that the refugees in Makhmour could return to Türkiye. In light of this, Noreldin Waisy, press secretary and media adviser to KRG Prime Minister Masrour Barzani, underlined that the KRG fully supported any peace talks with Türkiye that "aim to bring an end to the violence and pave the way for lasting stability in the region." [...]

Devlet Bahçeli, the leader of Türkiye's far-right Nationalist Movement Party, who launched the peace process last year, recently said that he expects the process to be completed by the end of 2025. According to Mohammed A. Salih of the Philadelphia-based Foreign Policy Research Institute's National Security Program, if "the PKK lays down arms and the Turkish state reciprocates by granting some recognition of Kurdish rights within a legal framework, that would certainly be a welcome step for the KDP and PUK, and Iraqi Kurds in general." He added, "It would especially rid the border areas of conflict and the negative impact this has had on the lives of civilians in those areas. It would also help strengthen the relationship between Iraqi Kurds and Türkiye, given Türkiye's major role in regional affairs and its status as an ally of the West.

Therefore, the peace process with Türkiye, if successful, could have a major impact on the future of Iraqi Kurdistan, including its economy, tourism industry, and stability. It

could also further improve relations between Iraq and Türkiye, and between the Iraqi Kurdish parties and Türkiye, and lead to the return of refugees from the Makhmour camp. A successful process would end the Turkish flight ban on Sulaymaniyah and restore Turkish-PUK relations. Furthermore, for the KDP, the peace process could remove what it sees as territorial encroachment from a Turkish Kurdish party into Iraqi Kurdistan. Time will tell how much light there is at the end of this tunnel. » Source: Wladimir van Wilgenburg, Carnegie Endowment for International Peace's Middle East Pro-gram and the Malcolm H. Kerr Carnegie Middle East Center, A Sigh of Relief in Iraqi Kurdistan, 12 août 2025 : <https://carnegieendowment.org/middle-east/diwan/2025/08/a-sigh-of-relief-in-iraqi-kurdi-stan?lang=en>

Wladimir van Wilgenburg, 18 mai 2025:

« In a major development, the Kurdistan Workers' Party (PKK) leadership announced on May 12 that the group would disband, potentially marking an end to its forty year conflict with Turkey after a peace process began between its imprisoned leader Abdullah Öcalan's and the Turkish state last October. However, much of the conflict has unfolded not in Turkey but in Iraq—and specifically the Kurdistan Region of Iraq—where Turkey has fought the PKK since the 1980s in a conflict that has threatened civilian lives, prompted internal displacement, and damaged the local economy.

Given the destabilizing role of this conflict there, the Kurdistan Democratic Party (KDP) has proven keen on a successful peace process in Turkey, since it could remove what it sees as PKK's territorial encroachment in Iraqi Kurdistan. Both the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the KDP have also played mediating roles in the previous peace processes between Turkey and the PKK. [...]

Public support and Hopes for the Peace Process

With this latest peace process, the KDP has again made clear their support, publicly welcoming Öcalan's February 27 call for the PKK to disarm and expressing the KRG's readiness to contribute and play a role in advancing the peace process in Turkey, including in meetings with Turkish officials and by inviting former Turkish PM Ahmet Davutoglu, one of the architects of the previous peace process, to the MEPS Forum in Duhok in November. The pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) Imrali delegations have visited the Kurdistan Region three times so far to relay messages from the PKK leader Öcalan.[...]

A peaceful end to the Turkish-PKK conflict in Turkey would have a positive impact across the border in Iraqi Kurdistan and beyond: ending the armed conflict will improve regional stability, strengthen the regional economies, and support Trump's policy goals to bring peace and end local 'forever wars'. Therefore, the KDP officials hope if both the PKK and the Turkish army withdraw from the Kurdistan Region, it would lead to more stability in these border areas, and remove a point of tensions between Turkey and Iraq.

If the PKK is removed from areas in Duhok, this could also help eventually revive the local economy and domestic tourism in these border areas, which are abundant in cold mountain streams. More than 400 villages in Duhok province have been evacuated due to the conflict. Areas in the Duhok province have attracted tourists from other parts of Iraq during

the hot summer months, such as Geli Sherane near Amedi, in spite of the active PKK-Turkish conflict in the area.

Since 2019, Turkey has also expanded its military bases and posts (having over 200 military positions in areas mostly near KDP areas) in the Kurdistan Region, and increased its drone strikes. When the PKK has withdrawn from these areas, coordination between the KDP and Turkey as well as Baghdad and Turkey to hand over these bases to the Peshmerga forces or Iraqi border guard forces would help remove a sticking point in Turkish-Iraqi relations. Previously, Baghdad has called for the removal of both the Turkish military and the PKK from Iraqi territory, and Turkey has promised to hand over the Bashiqa base in Nineveh to Iraq last year. A lack of operational need on Turkey's end may help speed this process along.

Addressing Demobilization and Reintegration of PKK Fighters

However, the biggest question is how to demobilize the estimated 5,000 PKK armed fighters in Iraqi Kurdistan, and it remains unclear where the PKK leaders and fighters will move to in the future if disarmament will take place. "If all these fighters will stay in Kurdistan, give themselves up, or if they go to Europe, that part I don't know," one KDP official said. In this case, both the KDP and the KRI's other leading party, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), can play a role in hosting demobilized former PKK cadre members in Iraqi Kurdistan in their respective territories of control, especially since they often do not even have legal documents to be able to travel abroad. [...]

In terms of the ultimate place of residence for these former fighters, the PUK and KDP can give these PKK members residency cards that would allow them to integrate in the local society and find work in the local economy. There are already at least hundreds of demobilized ex-PKK commanders and fighters (as well as ex-SDF fighters) living in the Kurdistan Region of Iraq, where they have found roles in the Iraqi Kurdish military forces but also civilian jobs, including in the media, construction sector, hospitality sector. Some like Aziz Waysi, a former PKK commander, joined the KDP's Zeravani security forces, while others picked up civilian life, like Osman Ocalan, the brother of Abdullah Ocalan, who lived in PUK-controlled Koya before his death and used to run his own political party. Other former PKK members have also successfully sought asylum in Europe, especially in Germany.[...]

A solution should also be found for the Kurdish refugee camp in Makhmour, which hosts more than 12,000 Kurds who fled Turkey in the 1990s and where PKK fighters are also present, and which has been regularly bombed by Turkey. The KDP may be able to leverage its relationship with Turkey to provide the refugees the option to safely return to Turkey or be allowed to settle in the Kurdistan Region, with the ultimate goal of closing the camp. [...]

The peace process in Turkey provides an opportunity to bring more peace and stability not only to Turkey, but also to the Kurdistan Region of Iraq that has borne the brunt of the fighting between the PKK and Turkey since 2019. This process could open up solutions to a series of issues there, including Kurdish refugees from Turkey stuck in Makhmour camp, a longstanding point of tension between Iraq and Turkey, and the Sinjar agreement. The Kurdish parties in Iraq can also play a key role in facilitating disarmament of PKK fighters, and help in the reintegration of ex-PKK fighters by giving them

access to identity cards and access to the local job market. Iraqi Kurdish parties support the peace talks between Turkey and the PKK because they believe the peace process could lead to the revival of local economy and tourism, and end PKK control of territory in Iraqi Kurdistan. This enthusiasm could be encouraged and supported by other stakeholders and international actors, such as the UN mission in Iraq, in order to ensure the infrastructure is in place in Iraqi Kurdistan to provide a permanent end to this decades-long conflict. » Source: Wladimir van Wilgenburg, Iraqi Kurds Could Facilitate and Mediate in PKK-Turkish Peace Process, 18 mai 2025: <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/iraqi-kurds-could-facilitate-and-mediate-pkk-turkish-peace-process>

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faïtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site www.osar.ch/publications. La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse www.osar.ch/newsletter.